



Les tas d'urges, j'en suis pas

irrégulomadaire satirique N° 90-91, décembre 2015

12 pages
3€

**État
d'urgence :
Attroupé,
levez-vous !**

p. 2

FACEBOOK ENVOIE PÉTER LA PROC'

Victime d'une mise au pilori via un réseau social dont nous tairons le nom parce qu'il est déjà nommé dans le titre et que la pub gratos, ça commence à bien faire, Brigitte Lamy, procureure de la République à Nantes, a sommé Facemachin de lui balancer les noms des fauteurs de troubles à l'ordre de son image. Mais les Américains de Trucmuchebook l'ont envoyée se faire voir. Triste époque, où personne ne like plus les représentants de l'autorité et du classement sans suite.

► page 3



VINGT ans. Qu'on se le dose ! À cette occasion anniversaire, la brigade volante des stagiaires archéologues à *La Lettre à Lulu* a découvert un document d'archive, daté au papier carbone de la guerre quatorze. Il s'agirait de l'acte de naissance authentique de l'association qui commet ce journal depuis 1995. Alors voili : *Lulu* est officiellement né page 218 du Journal officiel de la République française du 17 janvier 1996, rubrique Loire-Inférieure, entre l'asso Énergie & Partage (créditée du numéro 1426) et l'asso d'anciens élèves de Sup de Co (numéro 1428, plus la taxe sur la valeur ajoutée). Le but de l'association nommée *La Lutte à Leuleu* (pourquoi ce nom à la con, allez savoir) est pour le moins confus. « *Objet : Promouvoir l'éventualité opérationnelle et méritante de publication de nouvelles sous forme de journal ou de tout autre forme d'organe de presse visuelle, auditive, téléphonique arabe, mondain et populaire, voire virtuelle, et ce dans une perspective de lutte finale, ou du moins qualificative pour les demi-finale, ainsi que toute opération immobilière.* » Pour l'immobilier, *Lulu* a été très petit joueur, ne s'intéressant à la pierre que pour lui shooter dedans avec son godillot. Quant aux nouvelles, elles sont de plus en plus défraîchies, étant données les circonstances qu'on a. Comme quoi, les circonstances, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. ■

**Lulu abat ses
cartes et sort
son**

Atlas

(opuscule narquois
habilement caché dans
les pages centrales de
cette publication
interlopumadaire)

À plier soi-même

Attroupé, levez-vous !

Le déchaînement policier contre un SDF et des manifestants, en audience. Où les policiers se racontent comme victimes. « Faut cogner dans le tas d'urgence, chef. »

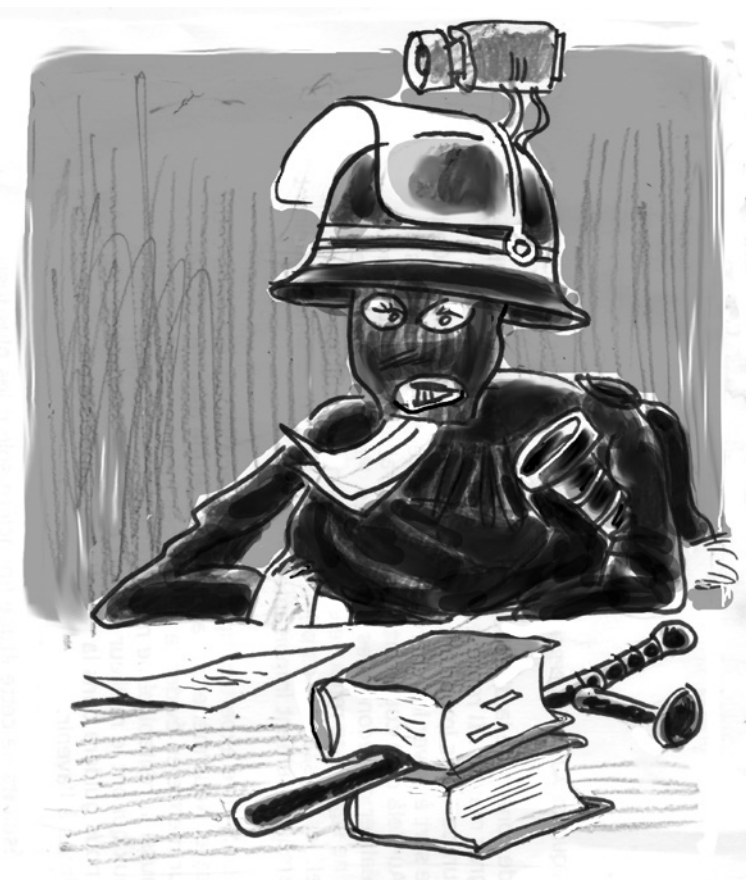
VENDREDI 4 décembre, une petite manifestation contre l'état d'urgence et la COP 21 défile à la nuit tombée dans les rues de Bouffay. Deux rues plus loin, quelques manifestants huent des policiers municipaux qui menottent et frappent un SDF. Aussitôt, une brigade en civil infiltrée dans la foule charge l'arrière du cortège, et les policiers municipaux en panique vident leurs gazeuses lacrymogènes. Une escouade en armure déboule pour matraquer les derniers manifestants et ouvre le crâne d'une étudiante à coups de matraque. En pleine confusion, un fourgon de la police municipale fonce, sur trois mètres, dans le cortège, roulant au passage sur le sans-abri menotté au sol. Les badauds d'avant Noël sont sous le choc, deux manifestants sont arrêtés violemment. Trois jours plus tard, l'un des deux interpellés est déféré en comparution immédiate, après un week-end en taule à Carquefou.

Un public très policier

Il est accusé de rébellion, participation à un attroupement armé (l'arme? une bouteille vide) et coup de pied à la portière du fourgon municipal. Salle des pas perdus, c'est la compagnie qui a chargé la manifestation qui monte la garde, vraies armes en main. L'audience dure quatre heures dans une salle bourrée d'argousins: agents de renseignement, policiers de la BAC en civil, d'autres en uniforme. Rarissime, le directeur départemental de la Sécurité publique, Jean-Christophe Bertrand, vient à la barre soutenir son petit personnel. Les autorités ont l'air d'avoir besoin de justifier de ces « dérapages » devant la presse. Hématomes sur le corps, traces de strangulation, gazé, tabassé au sol pendant la manif, le prévenu explique avoir été « étranglé et menacé de mort, pendant tout le trajet avec des coups sur la tête ». Les magistrats y tiennent, ces blessures prouvent la violence du prévenu: « Faites-vous un lien entre les méthodes employées et votre attitude? » insiste la présidente. « S'il a fallu trois policiers pour me maîtriser, c'est que je dois être vraiment très fort », grince le prévenu. La juge s'énervé: « Pourquoi vous aurait-on étranglé si vous étiez calme? »



Le numéro 1 départemental défend son petit personnel mais n'a pas bien vu le petit personnel.



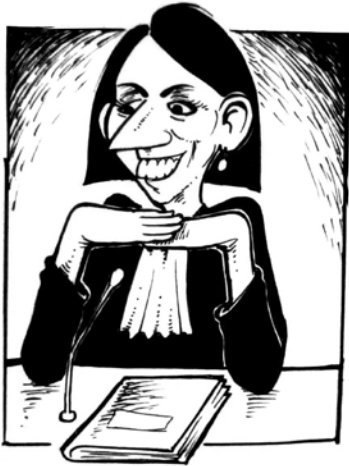
D'anonymes saute-dessus

Agrippé par derrière, plaqué au sol, R. explique n'avoir pas compris que ces saute-dessus n'arborant aucun brassard de reconnaissance étaient de la police. « Quand j'ai senti une matraque dans mon dos, j'ai compris ». « Vous pensiez que c'était qui, ces gens? » interroge la procureure. « Des anti-manif, des fachos... » L'air sorti d'une mauvaise série policière, un brigadier avoue après avoir échangé quelques plaisanteries avec la présidente: « Je n'étais pas porteur de brassard. Le directeur départemental de la Sécurité publique avait décidé d'accompagner nos deux équipages de la BAC pour suivre le cortège. » Il dépeint son intervention comme l'apocalypse à ras le trottoir. « Bon, on sort des bâtons de défense et on charge. C'est un déluge de coups qui tombent de partout, les collègues crient mais je ne lâche pas, je tiens bon. Je dis à mon collègue: "Cédric, j'en peux plus" ». Leur slogan, on l'a compris, c'est « on lâche rien », scandé à des magistrats toutes ouïes. On dirait la scène scénarisée après coup. « Pendant l'interpellation, on continue de prendre des coups, un homme en noir vient me donner un coup de poing et repart. » Avec le superlatif d'usage: « En 20 ans de BAC, je n'avais jamais vu une telle violence! ». R. est emmené sans ménagement au commissariat par la logistique roulante de la police municipale. « Monsieur devient tout mou, il mime un malaise. C'est un poids mort et ça m'arrange. On le prend et on le charge la tête la première dans la voiture, avec les portières ouvertes hein! On reprend une salve de coups, je dis au chauffeur de foncer. La situation est toujours aussi violente autour de nous. Alors là oui, je me suis emporté, je plaque [R.] contre la banquettes. Effectivement j'ai proféré des insultes, "Ta gueule", "enculé", tout ça. S'il y

a aussi eu des menaces de mort, c'est parce que j'ai cru qu'on allait tous mourir dans ce déferlement de violence. » A la barre, le flic dit avoir eu un « flash post-traumatique ». Il serre les poings, mime les coups: « J'en ai toujours des courbatures ». Il soutient que R. a voulu lui donner un coup de bouteille au visage lors de l'intervention « Qu'est ce que je pouvais faire? Maintenant les gens n'ont plus peur de nous! »

Conformes, techniques

Allure de croque-mort de western, costard sombre assorti, Jean-Christophe Bertrand entre, accueilli par le sourire jusqu'aux oreilles de la juge. Le n°1 de la maison poulaga dans le département accuse les manœuvres « incompréhensibles » de la police municipale d'avoir mis le feu aux poudres. « On a été confrontés à une agression caractérisée, on a dû repousser les assaillants. Moi-même j'ai reçu un coup à la tempe ». A-t-il vu la rébellion dont on accuse R.? « Pas précisément... J'avais perdu un verre de lunette. [La présidente lui sourit à nouveau] Mais j'ai vu plusieurs coups ». Embarrassée par l'affaire, la mairie de Nantes a aussi un avocat venu défendre sa « gestion hu-



La juge ne plaisante qu'avec une catégorie socioprofessionnelle, les argousins.

maine des sans-domicile » et faire oublier que les flics de Johanna Rolland ont écrasé un homme menotté, l'ont roué de coups de pieds à terre, discréditant ce SDF qui « ennuie régulièrement les habitants ». Et ses argousins qui ont foncé dans la foule? « C'était un geste technique pour protéger les policiers. » Et ce lapsus: « Ce SDF a été blessé intentionnellement dans le cadre de l'intervention. »

Cachetonneurs

S'estimant martyrs de la soirée, trois policiers, ont porté plainte, réclamant des dommages et intérêts à titre individuel. Leur avocate s'indigne qu'il leur faille se justifier: « De victimes, ces policiers subissent, de manière lancinante, des accusations. » Les traces de violences sur le prévenu, les hématomes? « Les traces constatées sont assez classiques. Et tous les actes posés, y compris l'étranglement, sont des actes expérimentés et utilisés au quotidien par les fonctionnaires. » Les coups de matraque? « Des gestes techniques », « une violence légitime et légale, dans le combat au cours de cette manif ».

Le lexique guerrier imprègne tous les débats: « Il y avait des assaillants de toutes parts, les policiers étaient là pour protéger les libertés fondamentales », croit savoir la magistrate qui s'acharne même à défendre les insultes reconnues par le brigadier: « Il a eu peur pour sa vie, alors dans la voiture il s'est lâché ». Sur un ton badin, elle requiert des mois de prison ferme avec mandat de dépôt, soulignant que ça « va évidemment paraître sévère. »

Le SAV du déchaînement

Pour l'avocat de la défense, ce procès est une « opération de damage control: chaque intervenant vient s'expliquer parce qu'on sait que ça a dérapé. Chacun vient se couvrir devant la presse » en chargeant le prévenu de toutes les fautes. On apprend que « le parquet est à la pointe des qualifications d'attroupement armé en France ». Une bouteille, un caillou suffisent pour oublier la catégorie d'« attroupement simple » qui requiert des sommations. L'avocat ironise sur les récits fantasmagiques d'une police débordée au point d'oublier de mettre un brassard: « C'est juste un scratch, on ne leur demande pas de prendre une serviette de bain et de changer de tenue. » Dehors, il fait nuit. Le directeur de la Sécurité publique a quitté la salle depuis longtemps. Le fourgon municipal n'ayant aucune trace de coup de savate, R. est relaxé pour dégradations, mais il écope de six mois avec sursis, et de 500 euros à verser personnellement à chacun des trois policiers qui auraient subi sa prétendue rébellion. 1500 euros: le prix d'un passage à tabac policier par temps d'État d'urgence. ■

Don Pedro de Las Vegas

Feu à volonté

Pan pan, c'est d'la balle

Le tir à vue n'évite pas le tiraillement dans les explications télescopées.

SAINT-HERBLAIN, fin août: un policier de la BAC dégaîne. Tire. La victime, très dangereux monte-en-l'air pris en flagrant délit de crime contre la propriété, reçoit une balle dans le bras. À dix centimètres du cœur. Motif, une tentative de vol de vélo. Pour la police, sortir son arme était « parfaitement légitime » puisqu'« il fait nuit noire », et que face à deux zindividus, le flic « ne sait pas s'ils sont armés ». Puis l'explication devient plus floue: « Là, ils se sont télescopés et le coup de feu est parti de façon involontaire. C'est accidentel. Il n'y a aucune faute de la part du fonctionnaire » (Presse-Océan, 27/08). De quoi flipper devant si peu de maîtrise de soi, surtout si les flics devaient conserver leur arme de service en permanence, au boulot et chez eux, comme le réclament le syndicat policier Alliance (Canard Enchaîné, 26/08) et Valérie Péresse (Le Figaro, même jour). Ou alors il faudrait des quotas stricts: chaque fonctionnaire a droit à tant de tirs accidentels. Chiffre à fixer. En comptant par an, par mois, par jour? ■



À dégommer

Flingues à flics

La paix armée municipale, état des lieux.

Les villes transformées en stands de tir? Les cantonniers armés sont déjà en place. En Loire-Inférieure, les polices municipales de Châteaubriant, La Chapelle-sur-Erdre, Saint-Brévin, Saint-Étienne-de-Montluc, Sainte-Luce et Sautron se partagent 28 revolvers (Presse-Océan, 27/11) prêtés par les services de l'État. Et bientôt Carquefou, Donges, Basse et Haute-Goulaine, La Turballe: les demandes sont en cours*. On comptera bientôt sur les doigts de la main les communes où les sergents de ville n'auront que leurs gros yeux pour intimor le respect.

* Saint-Herblain, Bouguenais, Les Sorinières équipent leurs agents de lanceurs de balles de défense, qu'il faut plutôt dénommer « mutilateurs à l'œil ». ■

Lamy, la grande classe

Coup de frein, coup d'accélérateur. Un coup elle classe, un coup elle poursuit.

Si Madame la procureure est bipolaire, poursuivra-t-elle le dérèglement du climat ?



ENTRE l'impunité de la police et la punité des victimes sur le carreau, Brigitte Lamy, procureure* de la république, a choisi. Personne n'oserait dire: elle fait un sale métier, mais elle a une excuse, elle le fait salement*. Pas du tout. Madame Lamy est rangée. Elle trie sélectivement ses dossiers. Classe soigneusement. Sans suite. Mais quand elle est concernée personnellement, elle lance la machine judiciaire. On la critique acerbement. C'est très injustifié.

Ni nature, ni auteur, ni éléments

Ciblées comme à la foire, sous couvert de «gestion démocratique des foules» le 22 février 2014 à Nantes, six personnes atteintes par des balles de caoutchouc dur ont porté plainte contre la police. Trois ont perdu un œil. Aucun de ces fonctionnaires de la tendresse manifeste ne sera inquiété ni traduit devant un tribunal pour s'expliquer. Les six plaintes ont été classées sans suite en avril 2015. «La nature exacte du projectile n'a pu être déterminée», explique alors Brigitte Lamy. «Pas d'auteur identifié» et «Pas d'éléments permettant de caractériser une infraction» ont servi à tuer dans l'œuf toute

poursuite. Mutilation volontaire par un détenteur de l'autorité publique? Circulez, y a rien à voir. Madame Lamy l'a décidé, les yeux dans les yeux avec elle-même. Les argousins n'ont donc officiellement jamais visé dans le tas. On imagine donc que les victimes se sont tiré dessus en nettoyant leur poing. Paf, le coup est parti.

Transmission impossible

Une affichette circule alors qui met en doute la thèse du poing nettoyé. Madame Lamy n'apprécie pas ce portrait d'elle constellé de taches rouges, affirmant qu'elle «protège les policiers qui blessent et mutilent». Fumasse, elle diligente (comme ça qu'on dit) des poursuites contre les auteurs de l'affiche irrespectueuse. Sa plainte est passée par le parquet général qui a refilé le dossier à Fabienne Bonnet, sa collègue proc de Saint-Nazaire: «L'enquête préliminaire de la police judiciaire est bouclée en décembre. Je dois prendre une décision avant fin janvier, compte tenu des délais de prescription.»

Zuckerberg fait obstruction

La procédure a ciblé le compte Facebook «Nantes révoltée» qui a diffusé l'affichette. Mais, l'injure

publique n'ayant pas cours aux États-Unis d'Amérique, Facebook a carrément refusé de se soumettre à l'injonction de la justice française qui réclamait l'identification des ordinateurs administrant cette fichue page lèse-majesté. Chou blanc pour Brigitte qui n'a pas poursuivi ceux qui ont repris l'image ensanglantée, *Le Parisien*, *Reporter*, *Citizen Nantes*, ainsi qu'une douzaine de sites et blogs. Seul celui de l'écrivain et éditeur Jean-Jacques Reboux est dans le collimateur. Le 1^{er} octobre 2015 on interrogatoire a duré 3h30.

Selon le flic qui l'interroge, dame Lamy reproche au blogueur la totalité de son article illustré par l'affiche, et pas seulement la mention «Brigitte Lamy, la procureure qui estime que la police a le droit de crever les yeux des manifestants.» Est donc préjugé injurieux le passage «Lunettes customisées, boucles d'oreilles fantaisies pour égayer le sourire un peu triste, Brigitte Lamy pourrait être une Française ordinaire, une brave dame qui en bave dans la vie, épicière à Vallet, boulangère à Mauves-sur-Loire, caissière à Saint-Herblain. Une dame avec qui on serait tenté de s'attarder si on la croisait dans la rue ou au marché, vêtue d'une blouse ou d'un tailleur vintage». Les épicières, caissières et boulangères du département pourraient se porter plainte. ■

Charlie Tango-Lima

* Attention au terme proc, intervertir deux lettres risque de comparer une magistrate à un *Sus scrofa domesticus*, animal lardeux qui est en anglais l'équivalent du flic.

** Pour paraphraser le personnage principal de la fiction de Darien, *Le Voleur*.

Halte au fasciesme

En langage flicard, on dirait que Vanessa* est de type européen italo-corse. La peau mate, quoi. Originnaire du Portugal, en fait. Elle habite à Bellevue. À la place du sapin magique au parfum synthétique, elle laisse pendouiller à son rétro intérieur un drapeau d'équipe de foot. Jamais contrôlée par la police. Mais sinon? «J'arrête de mettre mon chapelet: dès que je l'accroche, on me contrôle». De loin, ce chapelet, ça fait «quartier muz», même si le sien c'est Jésus en perles. Dans les quartiers populaires, tout signe extérieur de rien est bon à alpaguer. ■

* Même son prénom, elle l'a emprunté

La brosse à relire

Un homme est mort

CONTRE la précarité, les dockers des quais de la Fosse sont en grève en 1909. La CGT, à l'époque anarcho-syndicaliste, appuie le mouvement. «On envoya des gendarmes à cheval et des agents pour dégager les voies de circulation, mais ils furent accueillis par des jets de pierres, puisées dans un tombereau rempli de granit concassé, qui fort opportunément passait par là.» L'échauffourée tourne mal. Victor Charles, docker et gréviste, meurt d'une balle dans la tête tirée par un flic. Douze cartes postales illustrent le chapitre nantais de cette histoire sociale qui décline en images plusieurs conflits de prolos, de 1905 à 1911, à Limoges, dans le Nord, la Somme, la Champagne, le Midi viticole... ■

Le temps des révoltes, une histoire en cartes postales des luttes sociales à la "Belle époque", Anne Steiner, éd. L'Échappée, 170 p., 19 euros.

Ben mon colon !

OUEST-FRANCE colonialiste? Allons donc... Un journal de si bon ton, bien pensant, bien sous tous rapports. Le relevé des écrits de la période 1945 -1962 est pourtant implacable, l'auteur prenant soin de rappeler à chaque citation le contexte politique du moment, et ce qu'écrivent alors d'autres titres de presse. Ce qui permet de bien établir la posture d'*Ouest-France*, rétive à la perte de l'empire colonial français et écrivant son opposition tamisée au grand élan de décolonisation. Le quotidien préfère le *statu quo*, la mission civilisatrice de l'empire. L'auteur rappelle la relation, proche de la fusion, du journal avec l'armée, multipliant les biographies de soldats, vantant la noblesse de caractère des militaires et honorant une mystique de la guerre avec un phraséologie quasi religieuse. On

trouve même une bienveillance de la rubrique livres pour des ouvrages d'extrême droite. L'occident chrétien ancré dans l'Ouest français, le tout avec une très ambiguë défense des opprimés et colonisés, empreinte de condescendance. La torture? Niée, censurée par *Ouest-France* quand *Combat* et *Témoignage chrétien* la dénoncent au même moment. *Ouest-France* demande en 1953 l'amnistie pour les Alsaciens enrôlés dans la Waffen SS, mais pas pour les insurgés malgaches de 1947, pourtant condamnés à tort et à mort... On lira ce bouquin comme une double chronique, du journal souvent surnommé *Ouest-Rance*, et du temps où d'autres ont eu des positions moins réac. ■

Ouest-France et la question coloniale, 1945-1962. Justice et liberté?, Jacques Thouroude, éd. Goater, 448 p., 28,50 euros.

Passe-passe

CE dompteur de patates est forcément un redoutable guérillero. C'est tout l'objet de la guerre des mots qu'analyse ce petit bouquin, attentif au vocabulaire des partisans de l'aéroport. Une série de tours de passe-passe sémantiques dont les enjeux sont déclinés en chapitres: séduire, diviser, tromper. D'abord, ce projet, ce n'est pas une construction ni une création, mais un «transfert». On y retrouve la «zone de non droit» qu'on n'a pas encore osé nommer «no go zone» mais ça ne saurait tarder. La métaphore de la guerre a déjà beaucoup servi, Auxiette demandant l'évacuation militaire des zadistes, «pas plus compliqué qu'au Mali» (où l'Opération Serval a quand même fait officiellement de 200 à 300 morts, soldats maliens et jihadistes surtout). Le préfet a qualifié l'Acipa de «vitrine légale d'un mouvement armé». Ce brave commis de l'État n'est pas ignare et sait ce qu'est un vrai mouvement armé, en Corse par exemple. Mais nul n'est parfait, même préfet. ■

La bataille de Notre Dame-des-Landes. Éléments de langage, Jean Petit, éd. L'Harmattan, 75 p., 11,50 euros

Georges

IL a beau être braqueur, il n'écrit pas braque. Georges Courtois cite même Isée, Isocrate, Démosthène. Ce qui fait de ses mémoires un ouvrage de référence pour les collégiens. Mais pour les apprentis malfaçons, les conseils datent, comme celui de démarquer les slogans des banques, entrer à la BNP en disant «Votre argent m'intéresse», au Crédit Lyonnais en claironnant «"L'autre façon d'être une banque" c'est de remplir notre sac, merci», au Crédit Agricole, «On vient vider

le coffre, c'est "L'imagination, dans le bon sens"». Slogans d'époque, mais périmés. Ce récit narquois et enjoué est fourni de dialogues au poil, à lire comme un polar hilare. S'y adjoignent des entretiens aux p'tits oignons, et des documents (y compris les chroniques dans *Lulu* en fac simplé), avec un sens de l'immoralité courtoise et du horslalotisme de bon aloi. ■

Aux marches du palais. Mémoire du preneur d'otages, Georges Courtois, éd. Le Nouvel Attila, 320 p., 20 euros.

Genre de grève

À CETTE époque, les femmes qui bossent en usine ont une maladie spécifique, la «crise de nerfs», un genre de pendant de l'hystérie des sorcières en milieu ouvrier. En fait, elles craquent juste face au rendement, au management agressif des petits chefs et au harcèlement sexuel. Déclinant la formule de la sociologue Danièle Kergoat, «Ouvrière n'est pas le féminin d'ouvrier», l'historienne Fanny Gallot écrit ici un portrait de genre et de génération qui s'attache aux salariées embauchées aux lendemains de Mai 68 et virées à la fin des années 90 dans deux usines emblématiques, Chantelle (Saint-Herblain), et Moulinex. «Le genre trouble la classe (et vice versa)», note un chapitre de ces luttes de femmes bousculant leurs rapport à la hiérarchie, aux syndicats menés par des hommes, et au mouvement féministe en pleine effervescence. ■

En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société, Fanny Gallot, éd. La Découverte, 280 p, 19,50 euros.

Pour Chantelle, archives et témoignages: <http://lesdessousdelafabrique.fr/chantelle/made-in-france/index.html>

tagadac

► **Garde à vous.** Leur boulot : monter trois mois la garde devant l'ambassade de France à Bagdad. Pour ce fait de gloire, la Fondation de Lattre a refilé un petit colis, « des livres, des parures de stylos, de la papeterie et des friandises » (Ouest-France, 8/7/15) à dix gendarmes mobiles de l'escadron de Saint-Nazaire. Le tout célébré comme « reconnaissance de la société pour nous qui avons pour mission de défendre la France ». On se demande pourquoi on les paie, en les gratifiant en plus d'un stylo et de bombecs à deux balles. Alors que les bidasses le savent bien : une balle suffit.

► **Immaculée concerto.** Détonation près de la préfecture. Panique des voisins. En fait, ce 8 décembre, les cathos intégristes anti-avortement de la Fraternité Saint-Pie X processionnent et font pêter un feu d'artifice. Cette manifestation d'ultra-bondieusardement était autorisée par le préfet. À quand la séparation de l'Église et de l'état d'urgence ?

tagadac

► **Rugyissement soft.** François de Rugy a claqué fin août la porte d'Europe Ecologie-Les Verts. Il juge trop à gauche le parti, alors il est parti. Rectificatif : « Son positionnement, c'est pas entre gauchisme et écologie, mais entre écologie et François Hollande, et finalement [de Rugy] a choisi », a tacle David Cormand, proche de Cécile Duflot (AFP, 27/09). Et de Rugy qui n'est toujours pas ministre des portes qui se claquent. Il y a des claques qui se perdent.

► **Faux cul Ménard.** Après les attentats contre Charlie, le député Michel Ménard cosignait une diatribe s'engageant « à protéger la satire, la caricature, l'insolence qui, au-delà de l'expression d'une intelligence créative, illustrent les valeurs que nous avons en partage et sont plus que jamais la marque d'une société civilisée »*. Dix mois après, le 18 novembre, ce faux cul défend, avec 19 autres collègues socialos, l'amendement n° CL41, esprit baillon, tendance étatdurgentiste accentuée, pour pouvoir « prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse » et la censurer sans cul férir. Sans faire rire.

* Huffington Post, 9 janvier 2015.

tagadac

► **Armement grec.** L'été dernier, le musée des beaux-arts a ressorti un vieux tableau du XVIII^e : Vénus demandant à Vulcain des armes pour Enée. Hormis ces grossiers noms de code pour de dangereux combattants clandestins, le propos est clair. Cette huile est une grossière couverture pour un trafic d'armes. Qu'attend la police picturale pour arrêter toutes les huiles ?

► **Aux frais de l'état d'alerte.** On ne sait jamais à quoi malheur est bon. Après les syndicats de police protestant contre leur surcharge de boulot due à Vigipirate depuis les attentats de Charlie, voilà les démineurs qui se plaignent de surmenage (Ouest-France, 4/12) devant l'« épidémie de colis suspects » et de fausses alertes. « Cadences infernales », « flux tendu. » Vivement les vacances pour s'éclater au soleil.

Son of a beach !

La grande pétouche du râteau

Quand l'inscription sur le sable terrorise les autorités, le pataquès vire quasi métaphysique.

Épisode vendéen pour la saga Notre-Dame-des-Landes. Pas question qu'un grain de sable grippe la machinerie martiale façon Valls. Les faits ? Le redoutable collectif de soutien Indre-Saint-Herblain conviait le 3 octobre le public à réaliser du « beach art » sur la plage de La Barre-de-Monts. Plus dangereux pour l'environnement et la sûreté du pays, y a pas. À quelques semaines de la Cop 21, « cette activité festive et bon enfant avait pour but de sensibiliser la population aux risques du réchauffement climatique et à la protection des zones sensibles ». Légalistes, les organisateurs obtiennent l'autorisation de la municipalité. Mais pas de la subtile direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), ex-Équipement.

Raide dans ses tongs, l'administration oppose tardivement son veto, par mail. Ses raisons ? imparables, pardon impayables : « L'activité prévue ne rentre pas dans la définition d'une utilisation normale de la plage » et entraînerait « des mouvements de sable pouvant endommager la laisse de mer et l'écosystème », d'autant que « L'association organisatrice n'a pas de lien avec les activités balnéaires ». Argument ultime, la protection des lieux classés en zone Natura 2000. Griffier le sable à coups de râteaux ne relèverait donc pas d'une « utilisation normale de la plage ». Les pêcheurs à pied peuvent aller se faire voir. La Vendée ne



doit pas avoir les même règles qu'ailleurs. Enduro, beach cross : chez les Chtis à Berck et au Touquet (depuis 40 ans malgré le périmètre Natura 2000 de la plage), ou chez les Basques à Hossegor, les motos et les quads labourent le sable sans scrupule avec l'aval des autorités. Le littoral vendéen est, lui, hyper sensible : le passage à fleur de sable de râteaux, manipulés il est vrai par des zadistes narguant l'État, ou du moins l'état des lieux, ruinerait irréversiblement l'écosystème. Tant pis si, pendant le restant de l'année, touristes, chars à voile et tracteurs s'y défoulent à qui mieux mieux. De peur que ces mauvais esprits

bravent la sommation administrative, les gendarmes ont usé et abusé de coups de fils, mettant en garde les responsables de la manifestation contre toute désobéissance. Lesquels ont fini par annuler leurs coups de râteaux d'une œuvre éphémère. Mais un commando secret, mou-vance ultra plagiste, est finalement passé à l'acte le 31 octobre. Certes, sur la plage des Tonnelles à Saint-Jean-de-Monts, non classée zone Natura 2000. Mais en toute clandestinité ! Appel de l'État major : envoyez le Charles-de-Gaulle, les Mirage, la Grosse Bertha, la brigade anti râteaux. ■ * <http://comite-indre-stherblain-soutien-nddl.blogspot.fr/>

Doux Jésus !

La croisade est opérationnelle

Entre culte et culture, il y a le cul comme dénominateur commun. Mais pas à l'opéra.

APRÈS les attentats de Charlie, on pensait que tout était clair. Auxieté, après tant d'autres, l'avait répété, martelé : « La laïcité ne se négocie pas ! ». S'il n'a pas pu refourguer des abonnements à Charlie hebdo à la droite, il envisageait de farcir de symboles républicains les frontispices des établissements publics et privés... Une laïcité militante, intransigente avec toutes les formes d'extrémisme. Euh. Pas toujours. Sous prétexte d'ouverture culturelle et historique, ce prosélytisme financier a séduit la Drac, Angers et Nantes, la Loire-Inférieure, le Maine-et-Loire, et la région pour délivrer des leçons qu'on pensait bannies de l'espace public. La nouvelle tournée « Histoires sacrées » de l'Opéra Angers-Nantes nous replonge, à travers la présentation de quelques pièces baroques, dans les grandes heures de la contre-réforme et de la reconquête catholique. Sur scène, Jonas est en proie aux doutes et



aux infidèles (il ne manque pas, assailli, d'écrire une pancarte sur laquelle on peut lire « Je suis juif et j'ai peur », subtile référence à l'actualité). Un juge d'Israël tergiverse devant la perspective de sacrifier à Dieu sa fille unique pour le remercier de sa victoire sur les Égyptiens (rassurez-vous, il s'exécutera, non sans lui laisser deux mois pour pleurer sa virginité). On partage le désarroi de saint Pierre après avoir renié Jésus (rassurez-vous là encore, il a su se reprendre).

La croisade s'amuse

Pour donner encore plus d'actualité aux croyances bibliques et replonger le spectateur dans

l'ambiance, l'opéra d'Angers-Nantes a eu la bonne idée d'investir les églises de Nantes, Angers et de certaines communes de la région. Si tout cela restait entre croustons amateurs de classique et de saintes écritures, on pourrait douter de la légitimité du financement public, mais la tournée fait dans la démocratisation culturelle et s'invite en banlieue ! La bonne parole aux pauvres et aux brebis égarées, en somme. Prêche culturel en classe, présentation de l'église et visite du quartier en compagnie des ouailles de la paroisse, rencontre avec le metteur en scène, joyeuse confusion parfaitement entretenue de bout en bout aux fins d'édification des jeunes têtes, blondes ou autres. Juste pour rire, imaginons la levée de boucliers à la découverte d'une telle tournée dans les mosquées de la région, avec visites guidées et interventions en classe à la clef... ■

Elie Coptère

LATULULULU?

Parking size

Ouest France, le 29 août 2013 « Sans ses parkings à péage, un aéroport n'équilibrerait pas ses comptes ». Il faut donc de la bagnole immobile pour rentabiliser la mobilité version traversée des nuages. « Ce sont les parkings qui financent les activités aéronautiques », dit le directeur de l'aéroport Rennes-Saint-Jacques. Si c'est si juteux que ça pourquoi on ne construit pas des parkings et des parkings à touche-touche, assurant une continuité entre Nantes, Milan, Barcelone, Berlin, Paris et toutes les actuelles destinations au départ de l'actuel aéroport ? On irait à pied. ■

Afflux de flou

Kostar n°48, décembre 2015 C'est apparemment un artiste-peintre qui bosse avec des algorithmes. « Le travail de Jean-Benoît Lallemand fait office de bouée réflexive évitant d'affluer dans ce flou artistique sans fin. » Accroche toi au pinceau, j'enlève la bouée. ■

La fête des voisins

Ouest-France, 10 octobre 2015 La vie est pleine de vicissitudes. Et parfois, la vicissitude, c'est le voisin. Au tribunal, s'est déballe l'arsenal de la dispute dans une HLM de Rezé : un pistolet d'alarme dégainé et brandi entre les deux yeux d'une femme, une insulte raciste, mais aussi « bombe au poivre » et « épluche-légumes ». Mais ni châtaigne ni œil au beurre noir. On dirait un régime minceur. ■

Voyez l'tableau

Blog Sales défaites, 13 septembre 2015 Le 3 août, c'était jour d'inauguration pour la salle sportive métropolitaine de Nantes-Rezé. Fanfare. « Un joujou à 25 millions d'euros, le montant de l'aide de la France aux minorités persécutées (Le Point 8/9) ou encore d'un Picasso (Le Parisien 4/9) » note, laconique ce blog de la fédération anarchiste. (<http://fa-nantes.over-blog.com>). Voient tout en noir, ces gens-là. ■

Plein les fèces

Ouest-France, tout le temps « Du shit par dizaines de kilos, des euros par milliers » le 14 juin. « 7 kg de shit ? Je ne les ai jamais vus ! », le 28 août. « Du shit dans le caleçon de l'ado après le parloir » le 12 octobre. « 1,9 tonne de shit saisie par les douaniers au péage » le 14 octobre. En français, on dit excrément, étron, cagade, crotte, fèces. Dans la presse démocrate chrétienne, le laxisme est total. Ou alors c'est du laxatisme. ■

Autant en emporte la ventouse

Ouest-France, le 3 janvier 2015 Tous les ans, les zones de stationnement payant grignotent du centre nantais vers l'extérieur. Mais attention, pas juste pour racketter les automobilistes, pour « mieux partager l'espace public et de permettre l'accès au commerce et services en chassant les voitures ventouses ». Et qui nous délivrera des vélos crampons et des piétons stationnaires ? ■

LE CORPS DE FRED

la foule

Le taux de suicide chez les SDF est d'environ 15%.

«Je ne bois pas, mais j'fume du shit pour supporter la rue et ne pas partir en vrille»

Addiction

«Parfois j'vomis, ou j'ai la diarrhée. Le tout c'est de trouver un coin pour Et ce qu'il peut. pas tous les jours à sa faim. Evidemment, Fred ne mange

Rachitisme

de la bouche en même temps de la peau des lèvres. «Moi j'suis un calme, mais là, je m'suis senti agressé». Il frappe. Pas fort. Juste pour dire. Résultat: passage au tribunal avec risque de deux ans de prison ferme.

Blessure purulente sur les lèvres

Dans la rue, la mort frappe 30 ans plus tôt que pour le reste de la population.

«Parce que les foyers refusent mon chien ! J'vais pas laisser «Maboule» qui va me protéger ?»

Bronchite chronique

Il marchait dans la rue. Un type venu de nulle part lui saute dessus par derrière et s'enfuit. Règlement de compte? Acte gratuit?

Côtes cassées

«Un pote m'a arraché la dent plus tard, tout sourire: Je le revois une semaine Je lui file du doliprane codéiné. C'est salement entlé.

Mal de dent sévère

L'œil droit est fermé. Lui: «Faut aller aux urgences.» le CHU. Non mais ça va, ça va guérir tout seul.»

Angiome

à plier soi-même

mode d'emploi

PAS UN PLI
PRODUCTION



1 menu set up
option pli &
repli



2 paramétrage
géosismique
optimisé

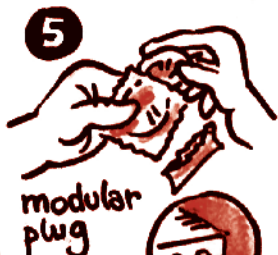


3 vérification des
issues de
sécurité



4 touche "enter"

Súbor aplikácií Wii nainštalovaný v tomto počítačom. Ak používate vašom počítači a používate údaje sa nepoužijú na vašu dokumente online Prehľad údajov na stránke <http://riadia> Zmluvou o poskytnutí stránke <http://tou.live.com> vyjadrujete svoj súhlas s



5 modular
plug



7 effacement
des
données

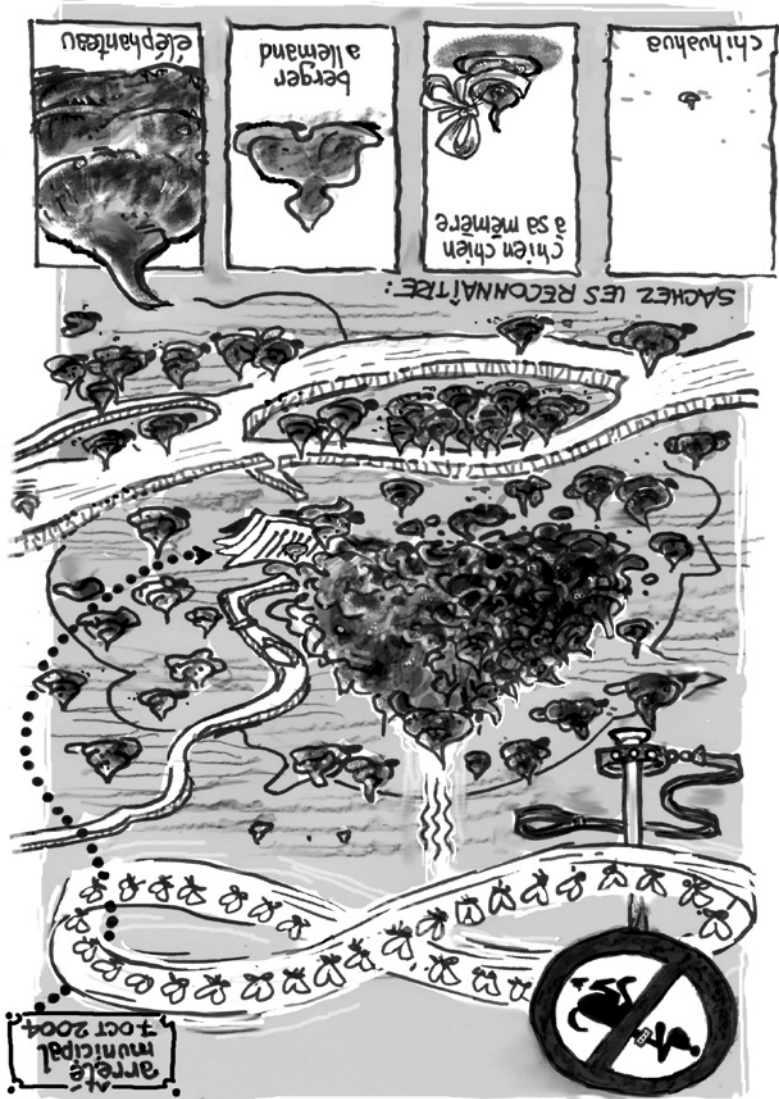


Майкрософт, установив возможность пользования этими приложениями, производительности будут отправляться корпорации для использования для получения дополнительной информации Майкрософт о конфиденциальности

Zbirka programov Wii računalniku za izboljšanje programov, bodo nekateri računalniku in uporabi s bomo uporabili za vašo preberite izjavo o zasebnosti

Χρησιμοποιώντας μια ε της σύμβασης παροχής συμβασι, καταργήστε εφαρμογές του



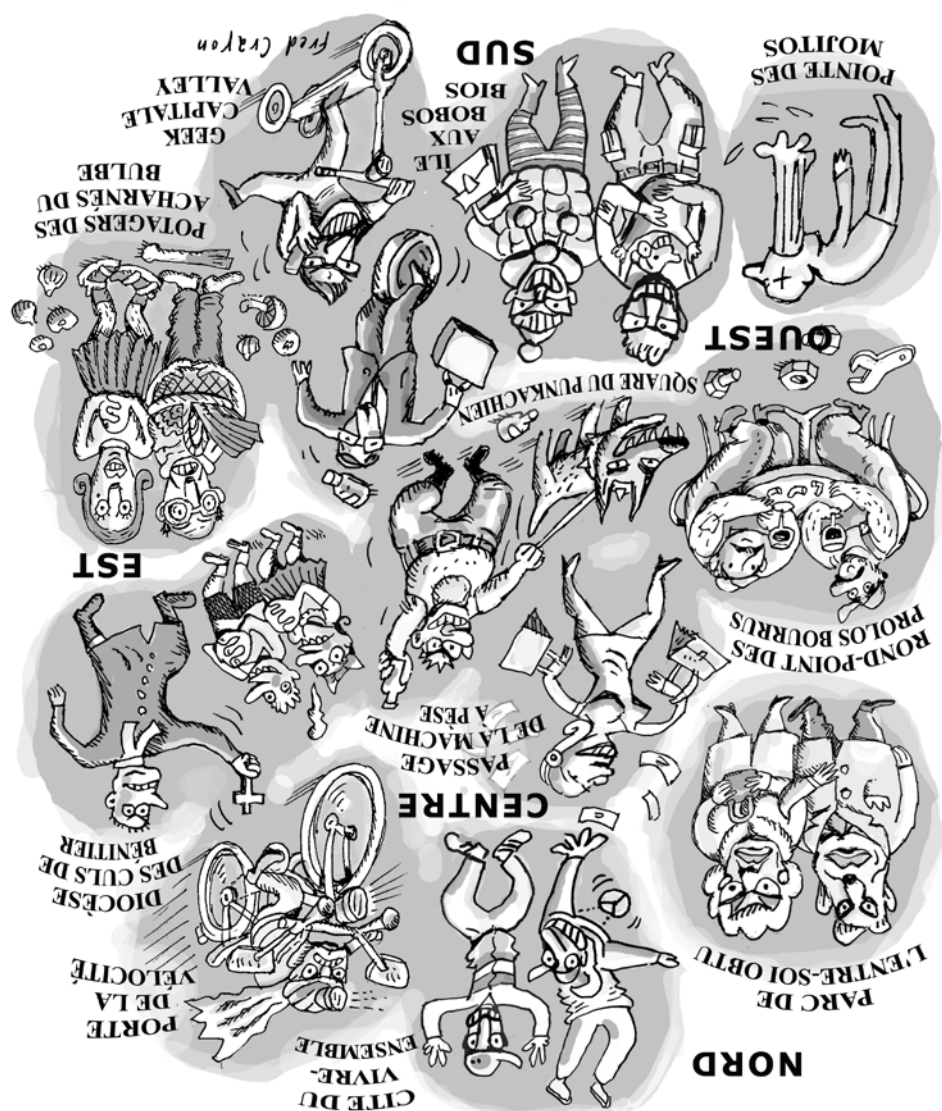


La déjection canine est le fléau de la semelle gauche et de la netteté des trottoirs. On en ramassait 6000 tonnes par an. Depuis 2004, la politique anticaca à la nantaise a fait un grand pas. Un arrêté municipal hostile à l'abandon des résidus de défécation du canidé a rendu la crotte passible d'une amende de 38 euros. Il paraît que ça fait vraiment chier les chiens.

Nantes merdopole

Pissenlits par la racine

Pissenlit, dent de lion... La racine des mots a poussé la conteuse herboriste Frédérique Soulard a nommé les petites pousses d'entre les pavés et dans les fissures des trottoirs. Elle a repéré du pissenlit dans toute la ville, inscrivant son nom au sol, à la peinture blanche, en arabe, en breton, en japonais, sans oublier les noms vernaculaires. La poésie des « mauvaises herbes » pas si mauvaises, est à retrouver sur sa page Facebook Belles de bitume.

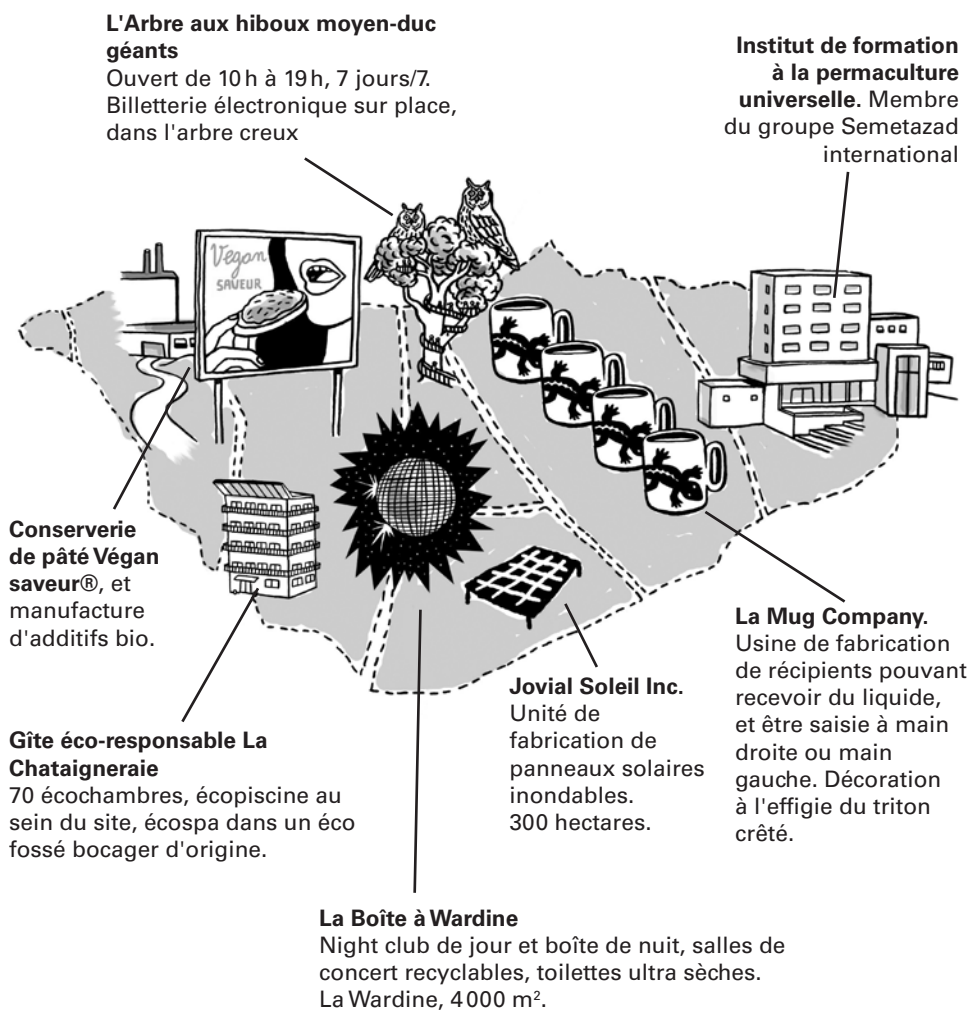


Tous pareils, sauf les autres. Voici enfin la définition réalisée selon le procédé de l'image-vérité des Nantaises et des Nantais, telle que l'ont validé l'OIGCA, l'Observatoire interministériel des généralités communes amalgamantes et l'ISSAFCR, Institut supérieur de sociologie appliquée fixée au coin de la rue.

Clichés

Zad du futur

Comme on le sait, le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes est définitivement enterré depuis cinq ans et le site est devenu un haut lieu de l'attractivité des territoires en luttés. La ZAD est devenue un lieu de pèlerinage éco-touristique qui a vite atteint son seuil de rentabilité. Les perspectives affinées par Lulu dès décembre 2015 montrent que la ZAD de Notre-Dame des Landes s'est industrialisée selon les projections de l'époque.



L'Arbre aux hiboux moyen-duc géants

Ouvert de 10h à 19h, 7 jours/7.
Billetterie électronique sur place,
dans l'arbre creux

Institut de formation à la permaculture universelle. Membre du groupe Semetazad international

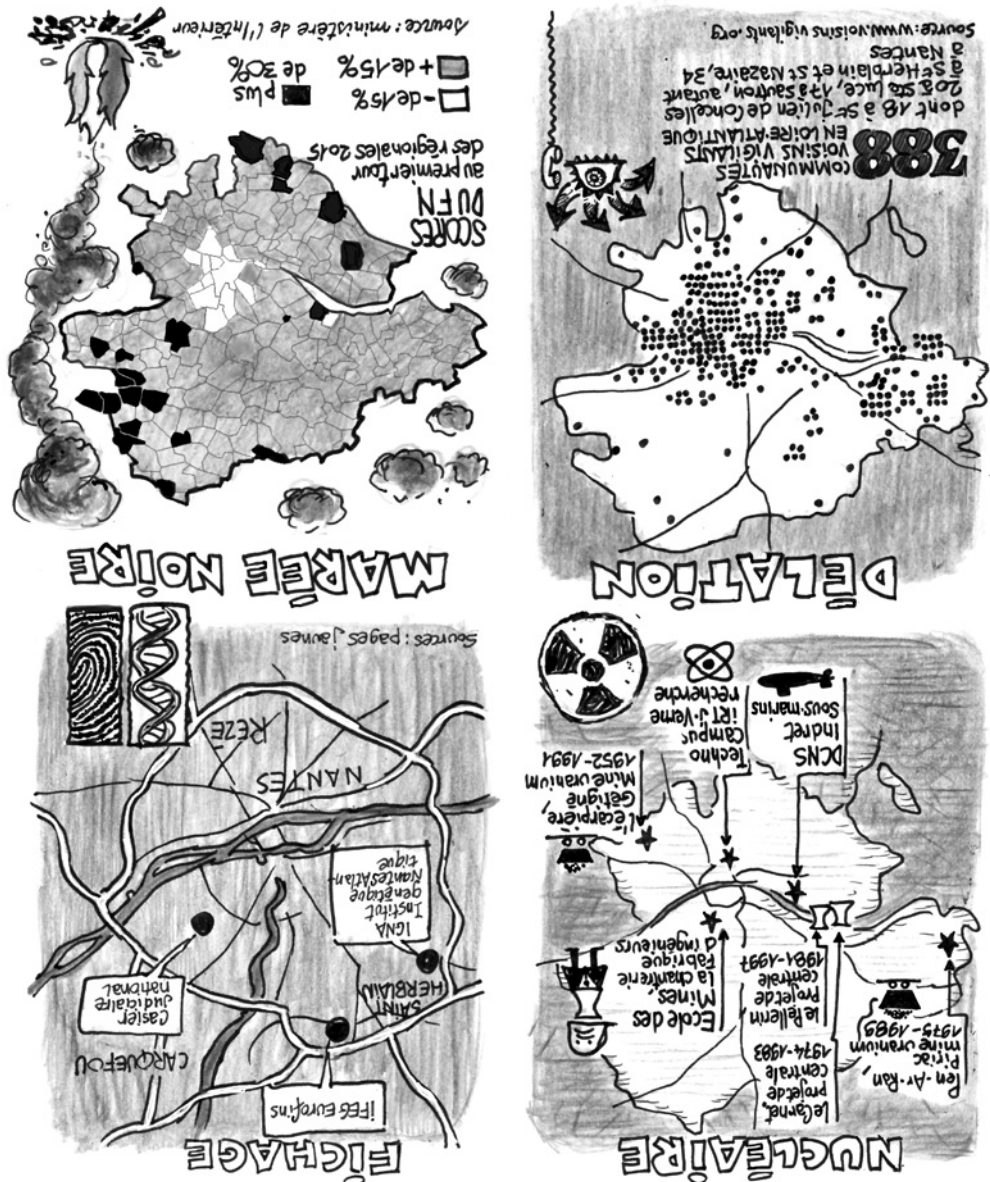
Conserverie de pâte Végan saveur®, et manufacture d'additifs bio.

Gîte éco-responsable La Chataigneraie
70 écochambres, écopiscine au sein du site, écospa dans un éco fossé bocager d'origine.

Jovial Soleil Inc.
Unité de fabrication de panneaux solaires inondables. 300 hectares.

La Mug Company.
Usine de fabrication de récipients pouvant recevoir du liquide, et être saisie à main droite ou main gauche. Décoration à l'effigie du triton crêté.

La Boîte à Wardine
Night club de jour et boîte de nuit, salles de concert recyclables, toilettes ultra sèches. La Wardine, 4000 m².



Irradiés, fichés, dénoncé par son voisin, submergés par une marée noire

Craignos-land

Zad grandeur nature

Avant que le triton ne se fasse gazer la crête au lacrymo, il y avait là un bocage paisible. Un peu le décor de Bambi, en un peu plus roots. Plus humide. Un brin rural, un tantinet bucolique. Labourage et pâturage, mamelles de vaches. Un patchwork de bestioles plus ou moins apprivoisées, des bois, des haies, des fossés plus ou moins curés, des gens, pas de curés. Une bonne entente, sauf les lapins crétins qui râlaient contre les attroupements armés de chasseurs et de chiens. Mais sinon, tranquille tranquille.

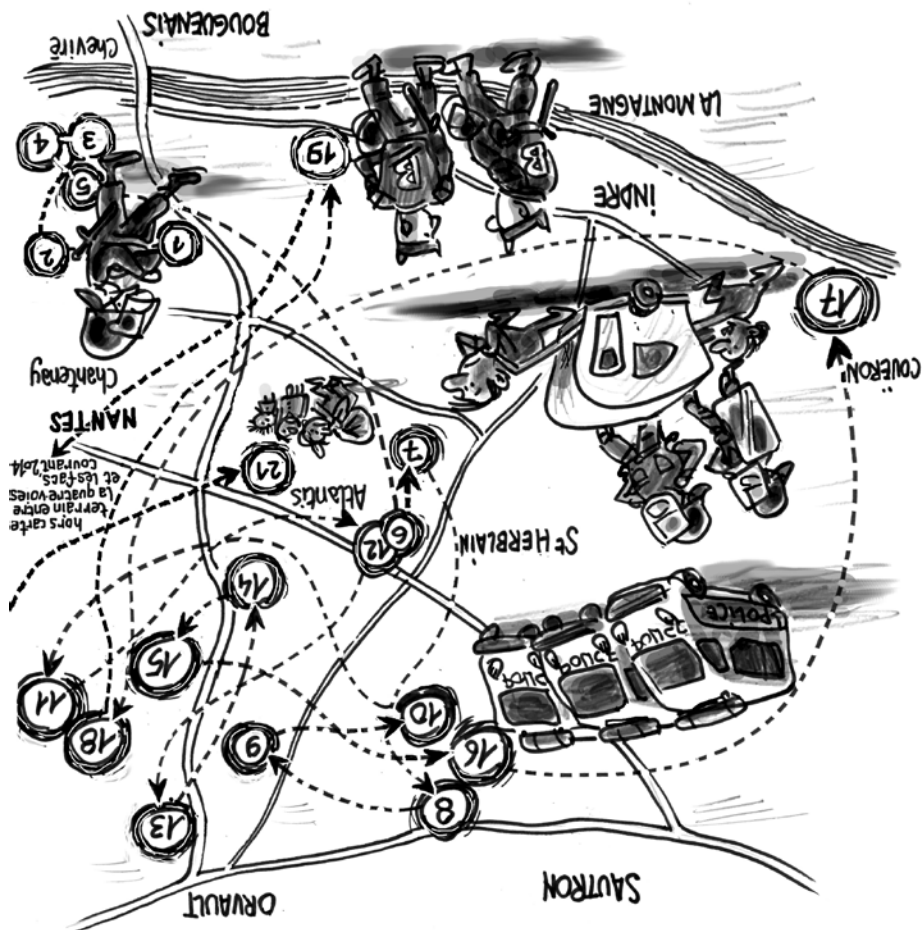


Sources : bassin versant, recours Loi sur l'eau et espèces protégées, observatoire de la vie comme dans le temps.



La Zad par Cassini, milieu XVIII^e siècle

Sources : Médecins du Monde, Romeurope.

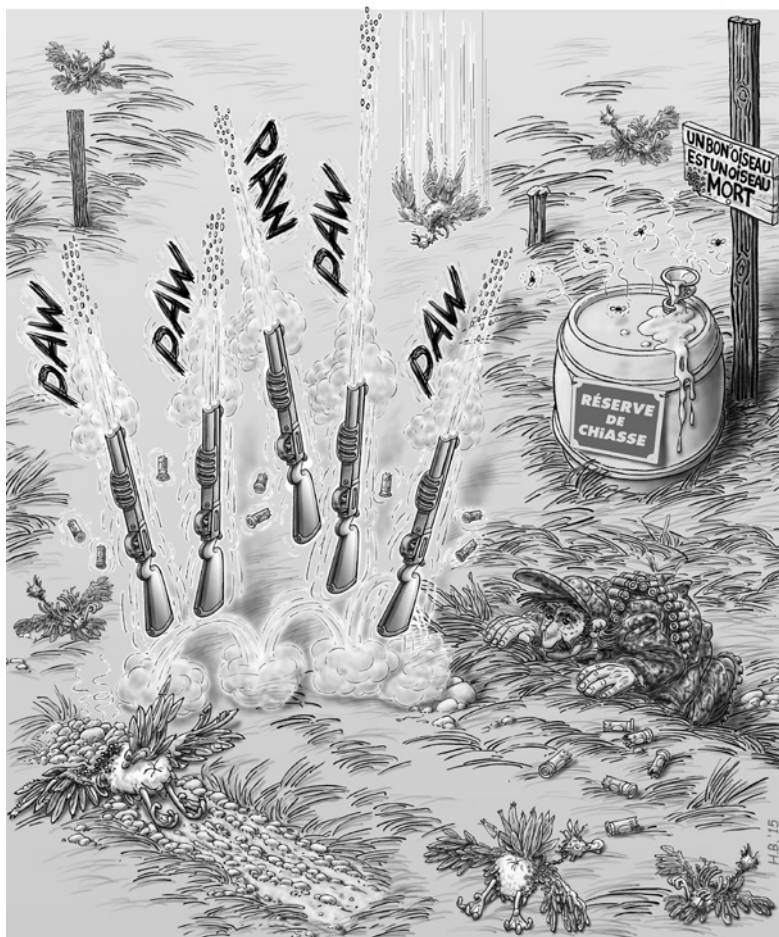


Expulsion, départ anticipé avant arrêté d'expulsion, expulsion sous la haute protection de la police nationale en tenue, réexpulsion... La vie précaire de la famille B., arrivée de Roumanie en 2007, est une suite ininterrompue de déménagements forcés. De friche en parking, de zone industrielle en terrain vague, leur transhumance sur quelques kilomètres est un vrai voyage en poésie, rue du Zambèze, Bagatelle, Chatterie, Arc-en-Ciel, rue de la Durtée, La Béhinère, parking des étangs, route de la Syonnière... En huit ans (et aux dernières nouvelles), la famille aura connu 21 terrains différents et d'innombrables huissiers et policiers. Faut d'école fixe pour les mêmes, voilà un bon moyen pour apprendre à compter.

Tous les chemins mènent les Roms

Tirée, la chasse !

Des accidents de chasse, la Loire-Inférieure en a essuyé quelques-uns, récemment. Ça fait marcher l'hélico du Smur. 24 novembre 2013, Sainte-Anne-sur-Brivet : un chasseur saute-barbelé se casse la gueule. Coup de fusil dans le bras, hélico, amputation. Décembre 2013, Pierric : un jogger se prend une gerbe de plombs. 2 octobre 2011, La Grigonnais : un chasseur saute-fossé voit son clebs se prendre dans ses jambes. Blessure grave au mollet, hélico, urgences. 24 janvier 2010, Couffé : badaboum !, un chasseur se pète la tronche. Boum. Coup de fusil dans la cuisse.



Trop énervé par les coups de feu, notre dessinateur a zoomé quelques coups de trop sur l'un des théâtres d'opération des as de la gâchette. Trop près. Trop tard.

Dans le numero 85 de *La Lettre à Lulu*, en juillet 2014, Gwen Blossse avait déjà fait un inventaire rapide de ce harcèlement de rue.



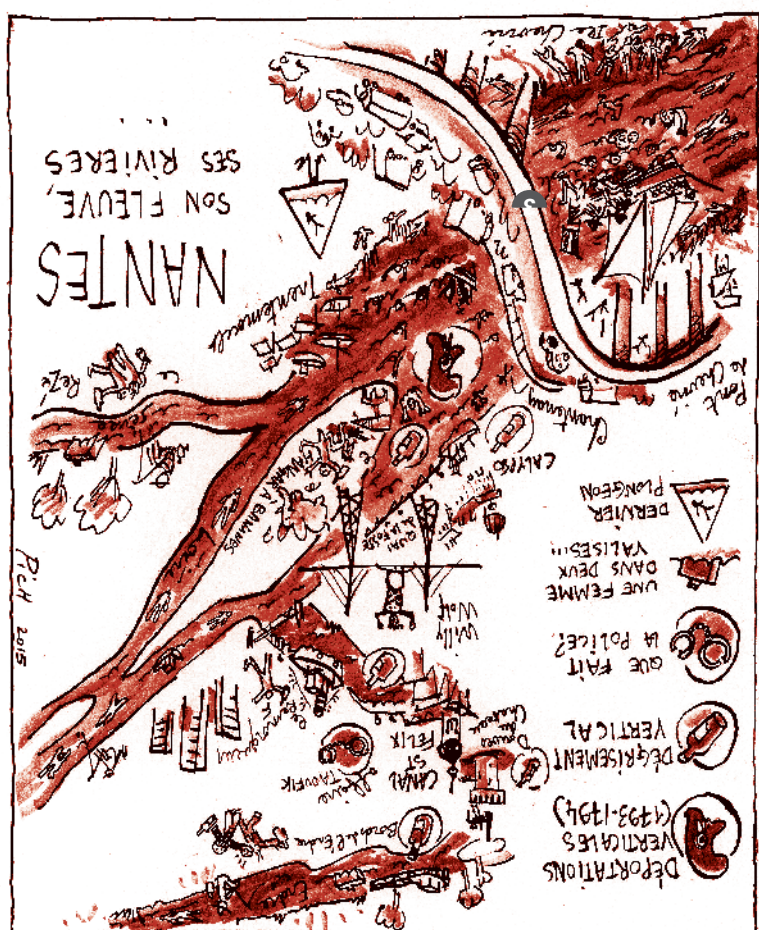
Il n'y a pas un endroit en particulier. Partout dans la ville, la domination masculine peut considérer une femme qui passe dans la rue comme une proie. Ici, quelques stéréotypes de ces agressions verbales, qui s'ajoutent aux regards insistants, aux mains aux fesses et autres remarques de prédateurs.

Sexisme in the city

maines aux tessés et autres remarques de prédateurs.

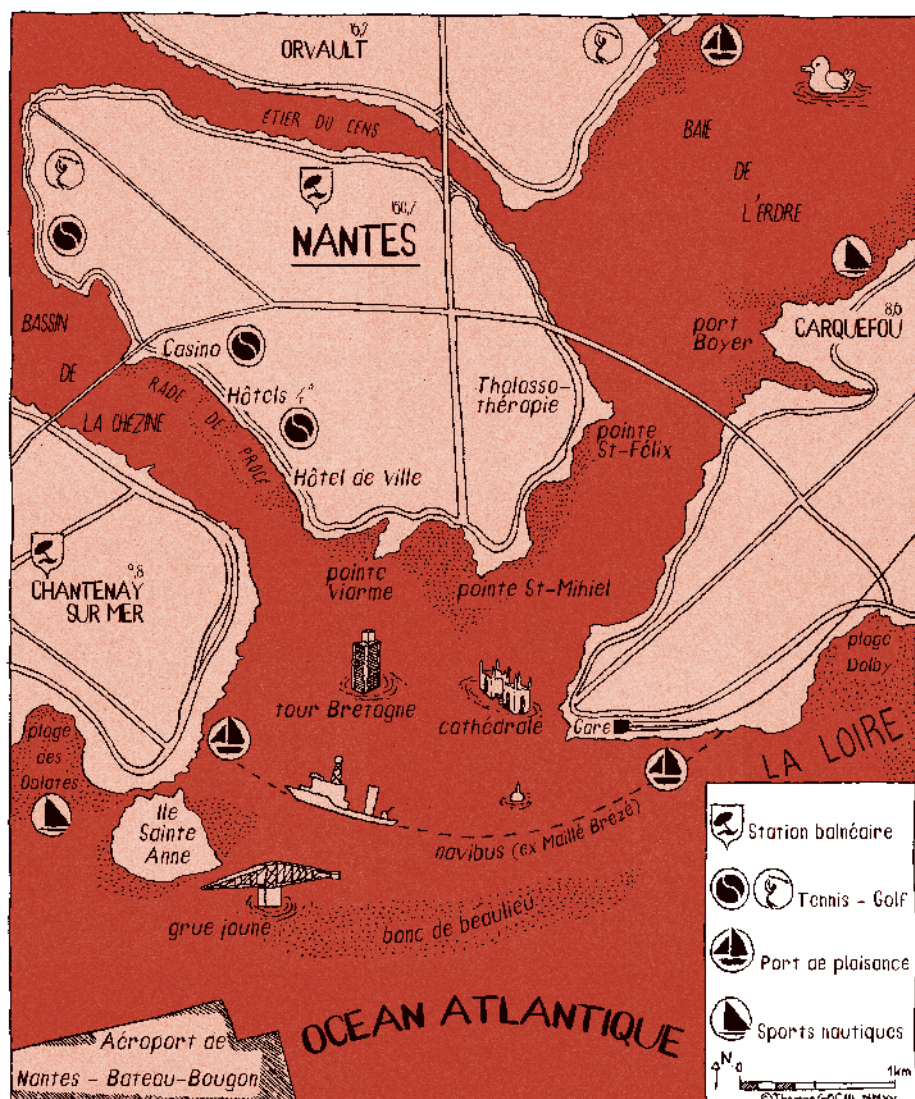
Fatales noyades

Il faut assécher la Loire. Le fleuve (et les cours d'eau qu'il s'y jettent à corps perdu) est bien plus dangereux que le survol de l'agglomération par les avions invoké par les pro-aéroport à NDL. Du citoyen Carrière et son système de «déportation verticale» pendant la Terreur, aux sorties de bistrots et de boîtes, en passant par les suicides du pont de Cheviré, l'eau multiplie les tressas par insuffisance respiratoire résultant de la submersion en milieu liquide. Entre l'ex Calysto et le Hangar à Bananes, *Lulu* a dénombré dix noyés depuis 2007, sans compter un gamain de 13 ans qui a sauté dans la Loire à Bouguenais pour échapper à des policiers en mai 2014, un ouvrier tunisien ivre délaissé par la police et qui finit dans le canal Saint-Félix. Chaque fois, on aurait dû supprimer l'eau aussi sec.



Désordre des eaux

C'est bien beau le dérèglement climatique, pour se trimbaler en chemise hawaïenne toute l'année, mais si la banquise fondouille lamentablement et la mer merdouille en montant le niveau, va falloir des bottes assez hautes. Ou des tubas à grande rallonge. État des lieux. D'urgence.



Qui? Police!

Manifestants, grévistes, badaud abattu pour sa couleur de peau, républicains descendus pour ne pas avoir l'opinion conforme au moment, l'histoire locale est pleine de morts et de blessés par la police.



Gannat à la baguette

La prédiction ne passe pas deux fois, le passage du passé non plus. France3 et le FN bidouillent l'info.

L'INFO, c'est comme le nombre des années, ça n'attend pas. France3 est dans le mouvement. Toujours plus vite. Tweets ou infos Facebook sont remoulonnées en brèves: «*Pas vraiment le temps de les recouper, et plus le temps d'enquêter. Tout est fait à chaud, sans recul*», déplore un journaliste. Le 23 novembre dernier, le rédac chef de France3 Maine boutique un portrait de Pascal Gannat, tête de liste FN en Pays de la Loire. Deux semaines avant le premier tour, dans un léger flou entre sondage et résultats, son commentaire final use d'un futur sans détour: «*En décembre, le Front national fera son retour au sein du conseil régional. Objectif: entre 20 et 25 % des voix et une vingtaine d'élus. Pascal Gannat en sera alors le chef de file*». Sur le plateau en direct, les journalistes s'étranglent. Interpellée, leur hiérarchie ne trouve rien à redire. Rappelons que la prophétie autoréalisatrice ne fait pas partie des canons de l'information. Les chiffres? Sortis du chapeau d'un sondeur quelques jours avant, donc mathématiquement exacts, factuels, incontestables. Les remous à la rédac mènent la hiérarchie à un léger rétropédalage: le commentaire final repris sur le site internet de la chaîne est modifié, devenant «*Le Front national espère réaliser entre 20*



et 25 % des voix et disposer d'une vingtaine d'élus à la région. Pascal Gannat en sera alors le chef de file». Avec Gannat chef d'orchestre, ça va marcher à la baguette.

Demêler le vrai de l'info

«Euh oui, on était un peu trop formels dans la première version, sans attendre le vote. Dans l'urgence, on a manqué de retenue, c'est parti tout de suite sur le web. On a corrigé sur le site, en étant plus prudents sur le score. Je ne vois pas le problème», répond à Lulu le rédac chef adjoint Jérôme Soulard. Et si les internautes n'ont rien su de cette version rectifiée, c'est juste que «ça arrive tous les temps... Des erreurs, l'urgence...» Rectifier la formule «*fera son retour*» en «*espère réaliser*» un score, «*c'est juste une «précaution d'usage»*», ajoute la rédac cheffe Chistine Vilvoisin.

Le manque de prudence de cette première mouture diffusée en direct a bien plu aux frontistes qui l'ont illico repris sur leur site, collant leur logo sur les images. Mais pour la propagande, le rappel du passé ultra ultra droitier du candidat ne passait pas. Le passage gênant a été coupé grossièrement dans la vidéo, présentée comme le sujet diffusé par FranceTV. Le passage passé à la trappe: «*Anticommuniste viscéral, il milite tout jeune dans le groupuscule du Parti des forces nouvelles, puis entre au Front national dès 1984.*»* Pourquoi cette coupe? On a bien une petite idée: le Parti des forces nouvelles, est la résurgence en 1974 d'Ordre Nouveau qui venait d'être dissous, jusqu'au ralliement au FN en 1984. Gannat ne tient pas à passer pour un vieux néo fasciste bouffeur de bolcho. Il a le front bien trop fuyant pour ça. Interrogé sur ce coup de ciseau, le FN nantais a rétorqué: «*Ce qui nous intéresse, c'est ce qui a trait aux élections régionales... Pascal Gannat a aussi fait pipi dans ses couches culottes, ça n'intéresse pas nos électeurs.*» Mais Lulu n'est pas comme ça. Pas question d'en remettre une couche. ■

Albert Lombric

*À la demande de France 3, le reportage caviardé a été retiré du site du FN44.

Bulle doseur

Coca fait le trottoir

C'est un peu gros mais ça passe. Coca et sa musique de faux cul obèse accueillis à pavés ouverts dans l'espace public.

CETTE douceur est arrivé avec la fin de l'été. Le 29 août, une multinationale du soda a annexé un bout de bitume nantais pour vanter sa boisson sucrée gazouze, sous couvert de tortillage de cul sur des rythmes endiablés. «*Coca-Cola invite les jeunes Nantais à bouger et danser avec sa tournée Move My City*». Génial, avec un concours, en jeu le titre de ville la plus dynamique de France. Nantes, bonne fille, a alloué à Coca un emplacement Place de Bretagne, du matin au soir. Faut que ça bouge. Camion podium ouvrant, écrans géants et coachs de danse et un slogan à couper le souffle: «*Le mouvement, c'est le bonheur*». Mastodonte de la boisson sucrée hypercalorique gazounette, Coca finance actuellement aux États-Unis des chercheurs travaillant sur la lutte contre l'obésité, racontant qu'un peu d'exercice suffit à maintenir un poids convenable, sans se priver des profitables boissons sucrées et des calories qu'on consomme qui n'auraient, selon eux, aucun effet déterminant sur l'obésité. Un litre de soda, c'est l'équivalent d'une vingtaine de morceaux de sucre, soit quelque 400 kilocalories. «*Or, en moyenne, rappelle le Pr Serge Hercberg, président du programme national Nutrition Santé (PNNS)*, les*

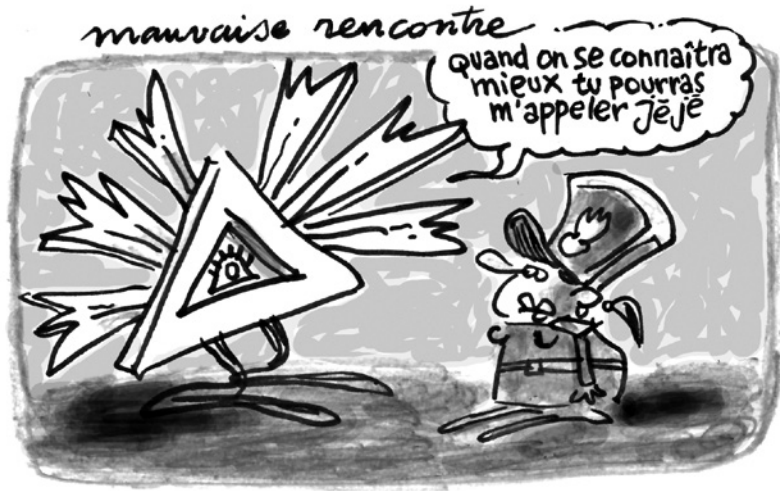


apports quotidiens recommandés sont moitié moindres. Le principal problème est mathématique: l'apport calorique dépasse les dépenses énergétiques, de plus en plus faibles en raison de la progression de la sédentarité dans notre société. Une trop forte consommation favorise donc le surpoids et l'obésité, dont découlent de multiples pathologies: diabète, maladies cardiovasculaires, voire certains cancers.» Ce constat désolant ne fait pas les affaires de Coca qui tente de sauver les meubles en achetant des scientifiques pour prétendre le contraire. Ce travail de lobbying sous subsides de Coke multiplie conférences, articles dans des revues scientifiques et offensives via Facebook et Twitter. Coca mise aussi ses dollars (1,5 millions en 2014) sur une ONG créée de toutes bulles, the Global Energy

Balance Network (Réseau mondial pour l'équilibre énergétique), qui vante le fait de se bouger le derrière comme solution première à l'obésité. Son but: détourner de la priorité d'arrêter fast food et sodas, pourvoyeurs de merdes saturées en sucres et graisses. Faire de l'exercice physique est le nouveau credo commercial, histoire de redorer le blason, l'image et le chiffre d'affaire de ces sodas, Coca étant confronté à une baisse importante de ses ventes sur le marché américain depuis 2012. La Ville de Nantes, tout à son esprit Charlie, laisse tout le monde s'exprimer. La tournée Coca est la déclinaison française de ce discours de faux cul, vieille chanson du pompier pyromane. Bouge ton faux-cul! ■

* Le Figaro, 12 septembre 2014.

** New York Times, 9 août 2015.



Faites sortir le témoin

À la Jehovah comme j'te-pousse

L'entrée au service de la Watchtower company, la société des Témoins de Jehovah laisse sur le carreau la famille. Qui joue sa carte, et c'est pas du carreau

ELLE faisait la fierté de ses parents. Depuis toute petite, Emma* voulait être gendarme, et elle l'était devenue, pandore, en 2011. Bien notée, au point de faire aussi la fierté de son service et de figurer en photo sur l'intranet de la gendarmerie. Et puis en 2014, un mois après avoir rempli pour trois piges, elle démissionne. Elle habitait dans la caserne, elle plaque l'ordre pour entrer dans les ordres, en fait les Témoins de Jehovah, qui interdisent le port d'arme à leurs adeptes. Emma a été entraînée par son petit ami, rencontré au lycée. Jusque là, c'est juste une affaire de choix et de croyance. Mais les parents, les frères et sœurs ont été rayés de sa carte affective avec son entrée chez Jehovah. Ponts coupés, et elle ne souhaite plus bon anniversaire à ses petits frères, même par SMS. Conformément aux principes anti-anniversaire de Jehovah. «*Elle n'a plus de vie sociale hors les Témoins de Jehovah, disent ses parents qui ont porté plainte au pénal. Elle était assesseure dans les*

bureaux de vote, elle a laissé tomber.» Elle s'est mariée avec son témoin, les parents n'ont pas pu l'empêcher. Majeure, la fille. «*Elle est devenue comme un enfant de dix ans. L'organisation est bien rôdée...*», dit sa mère qui invoque son devoir d'«*assistance à personne en danger*», notamment par le refus rédhibitoire des Témoins de Jehovah de toute transfusion sanguine. Transfusion qui a quand même sauvé la mère d'Emma lors de deux accouchements. «*C'est une organisation tentaculaire, provoquant des dommages sociaux et familiaux dont ont à souffrir les personnes subissant son emprise. Rupture familiale, discrimination, atteintes à l'intégrité psychique font la substance des récits familiaux que nous recevons*», confie Charline Delporte, présidente de l'association Caffes* qui suit l'affaire. Pour l'instant Jehovah mène au score, 1 à zéro face à la gendarmerie. La justice n'a pas sifflé le début du match pour la famille. ■

*Centre national d'accompagnement familial face à l'emprise sectaire

Coup de la panne

Miroir, mon beau miroir

La malédiction de la panne sèche frappe notre fleuron de l'urbanisme réfléchissant. Que faire? Réfléchir.

C'EST pas fastoche de promettre monts et merveilles, et de voir que le mont accouche d'une souris malingre et que les merveilles ont escamoté Alice, le lapin blanc et le lièvre de mars. Inauguré en octobre 2015, le miroir d'eau ne crache pas bien ses jets. Sur la durée du premier mois, il est régulièrement fermé. «*Plusieurs interruptions du système par jour*»*. Hypersensible à la moindre anomalie, le logiciel fait des siennes et déclenche à tout va l'alarme qui bloque tout. Et quand le logiciel plante, il ne redémarre qu'avec «*une présence quasi permanente derrière l'écran de contrôle*», écran qui se trouve à Barcelone. Entre deux tapas, la fontaine devant le Château des Trouduc de Bretagne peut bien attendre.

On a déjà eu le feuillet des plaques qui se décollent pendant des années du square Commandant L'Herminier. Puis en novembre 2011, le sketch du mémorial à l'abolition de l'esclavage dont 33 des 46 plaques de verre dites «hors normes» portant un texte imprimé par un procédé super top innovant étaient arrivées en France illisibles, mal gravées, à refaire avant d'avoir été montées. Il a fallu tout reprendre et reporter l'inauguration prévue. La panne et la malfaçon, c'est ce qui fait tout le charme des fiascos. ■

*Ouest-France, 14 octobre 2015.

**voir «*Commandes publiques à foutre en l'art*», Lulu n°63, décembre 2008; «*Y'a pas photo*», Lulu n°41, juin 2003; «*L'œuvre d'art victime des précipitations*», Lulu n°39, avril 2003.

Sans transition...

Le port fossilisé

La «transition énergétique» portuaire fait dans l'écopétrolo, en gardant le plus longtemps possible les précieuses énergies fossiles qui font l'essentiel du tonnage.

C'EST nouveau, le port de Nantes Saint Nazaire, aux deux tiers lié aux énergies fossiles, se lance dans l'écologie d'annonce en revendiquant de «devenir le port de référence de la transition énergétique et écologique». Même si le pétrole, le charbon et le gaz pèsent 68 % du bilan annuel du tonnage, millésime 2014. Tout sauf du renouvelable. Tributaire des choix nationaux, le quatrième port d'État aligne son affichage sur ceux du gouvernement et sa loi «sur la transition énergétique pour la croissance verte». Mais la réalité est bien plus fossile que ça. Bien contrariantes, ces cargaisons de charbon et de gaz naturel, de brut et de fioul lourds à l'import, d'essence à l'export vers les États-Unis, submergent les statistiques. Le directeur du port propose d'«apprendre à moins raisonner en millions de tonnes». Faut bien tenter de gommer cette pesanteur massive des fossiles.

Mise cra cra

L'estuaire de la Loire mise pourtant sur l'avenir de ces énergies condamnables et condamnées. Si le trafic du gaz naturel a quasiment disparu, happé par la demande japonaise d'alternative au nucléaire après Fukushima, les dirigeants portuaires n'espèrent qu'une chose, son retour au plus vite. La durée de vie de la centrale de Cordemais, mi-fioul mi-charbon, a été prolongée jusqu'en 2035, EDF investissant 350 millions d'euros en 2015 et 2016. Aucun trafic de remplacement n'est envisagé d'ici 2020. Fierté locale, cette centrale à charbon est un peu un dinosaure. Sur les deux survivantes hexagonales, les deux tranches de 600 megawatts de Cordemais pèsent deux fois plus que Le Havre et sa tranche unique. Le directeur du port s'en réjouit :



les fermetures de raffineries en France ont épargné Donges, qui, une chance, «se positionne sur des produits à normes environnementales» (On imagine l'annonce : «La centrale se positionne sur des carburants illégaux, sans normes et mise tout sur la fraude aux réglementations»). D'autant que ces jolies normes n'empêchent pas l'effet néfaste sur le dérèglement climatique. Le diesel post moderne reste du diesel et ne sera jamais une énergie «propre». «La dépendance aux énergies fossiles, il faut en faire un atout. On ne s'inscrit pas en rupture», dit le directeur du port Jean-Pierre Chalus en présentant le plan stratégique 2015-2020 (le précédent a été concocté en 2010). Un plan qui évacue tout scénario de décroissance forcée de ce flux

d'énergies en voie d'extinction. Et on ne parle pas du demi-million de tonnes de ciment, à la production très gourmande en énergie, une des sources majeures de production de CO₂ après le trio pétrole-charbon-gaz. La transition énergétique de référence en basse-Loire tourne manifestement le dos aux impératifs de garder 80 % des réserves fossiles dans le sol. Seul moyen pour tenir l'objectif de limiter à deux degrés le réchauffement. Mais l'industrie des énergies fossiles n'a pas du tout envie de perdre les 27000 milliards de revenus liés à ces gisements enfouis. Une industrie qui bénéficie, selon le FMI, de 10 millions d'euros d'aides publiques par minute, en subventions aux infrastructures, défiscalisations et

tout ce que ça coûte à la collectivité, en santé, atteintes à l'environnement.

Fossilus interruptus

Parler de «transition énergétique» dans un port tenu au deux tiers par les énergies fossiles, quelle bonne blague. Hormis pour l'image et le symbole, le développement des trafics liés aux éoliennes en mer pèse assez peu en contrepartie en tonnage, encore moins en recettes provenant des droits de port. «Notre évolution sur les énergies fossiles dépend du marché mondial, voire d'éléments imprévisibles comme Fukushima qui a vu le Japon attirer du gaz à prix fort. Le trafic de gaz nous reviendra, mais quand?», ajoute Francis Bertolotti, président du Conseil de surveillance. Sur les 28 actions programmées par le plan stratégique, l'action 6 prévoit juste de «mettre en place un dispositif de veille et dialogue avec les principaux acteurs industriels des approvisionnements en énergie fossile». Veille et dialogue, c'est pas très proactif, tout ça. Ce plan stratégique vibre pourtant des formules «trois horizons» (court, moyen et long terme), et du «sens de l'Histoire» mais escamote consciencieusement les enjeux climatiques et n'anticipe pas la fin des trente glorieuses de l'énergie. Qu'importe si le pic pétrolier est devant ou derrière nous, ou à quelle échéance irréversible sera décidé de laisser dans le sol plus des trois quarts des ressources fossiles, le retrait mondial des ces énergies coupable de carboniser la planète n'est plus une hypothèse. Hormis son calendrier, c'est une certitude. Ça doit pouvoir se dater au carbone quatorze. Quatorze, comme la guerre, sans doute. ■

Patrick Poudamné

climatoto compati

Bienvenue en kérozone

Une future zone à cramer du kérosène garantie écolo.

Le projet principal, qui consiste «à transférer un aéroport existant, n'est pas susceptible d'avoir un impact significatif sur l'air et le climat». Autrement dit risque de pollution et effet de serre? *Peanuts* ou wallou. On a la berlue ou les hurluberlus qui ont pondu ce truc se foutent carrément de notre entendement? Le projet d'aéroport serait un bon plan pour le climat, à en croire de fumeux «effets probables notables». Car, «globalement, sur l'air et le climat, l'effet des projets [aéroport et dessertes routières] est non notable ou plutôt favorable, à l'exception du projet principal [aéroport] pour lequel des engagements de réduction ont été pris par le concessionnaire». C'est un peu du climatocompatibilisme forcé.

«Vis-à-vis du climat, le projet principal n'est pas de nature à le modifier directement» sauf de très minimes «variations microclimatiques». Passée à la trappe, l'énergie fossile déployée pour le béton, le bitume, le transport des matériaux. Cette prose de 178 pages d'une mauvaise foi crasse est extraite de la «Synthèse environnementale portant sur le futur aéroport du Grand Ouest, sa desserte routière et les projets connexes, sur le territoire de proximité»*, annexée en juin 2015 à la révision du SCoT, schéma de cohérence territoriale de la métropole Nantes Saint-Nazaire, n^{ième} document justifiant balourdement le projet, ainsi crédité d'un effet neutre ou positif sur l'environnement... Détruire deux mille hectares de bocage, de forêts et d'espaces agricoles pour y faire décoller et atterrir plus d'avions cramant du kérosène, contribuerait donc à sauver le climat tout en bonifiant l'air... Y en a qui manquent pas, d'air. ■

*sous titré: «Document annexé au porter-à-connaissance de l'État dans le cadre la révision du schéma de cohérence territoriale de la métropole Nantes Saint-Nazaire», juin 2015.

Écote vintéin

Le petit électricien retraité

Le battage pronucléaire ne se renouvelle pas

PARU en septembre, le bimestriel *Place publique* parle de transition énergétique et accueille un article de Philippe Audic intitulé «Le tout-renouvelable n'est pas pour demain» dans lequel il explique qu'on peut pas lutter, les énergies renouvelables ne peuvent pas remplacer l'électricité traditionnelle, c'est à dire nucléaire, terme qu'Audic réussit à occulter tout au long de sa démonstration. Marrant de confier cette entreprise de découragement à Philippe Audic qui fait sa carrière à EDF. On voit mal comment il aurait renié d'un seul coup la domination du nucléaire sur le bouquet énergétique français.

Lobby dans l'État, EDF fait volontiers de la résistance face à la volonté du gouvernement de

réduire la part du nucléaire et de fermer Fessenheim, la plus vieille centrale nucléaire en activité. EDF, classé 19^e plus gros émetteur de CO₂ au monde, mais retenu comme sponsor de la COP21, a bazardé en février 2015 l'activité de la filiale Nexcis, fondée en 2009 grâce à un tiers de fonds publics, et qui avait mis au point le procédé équipant les fenêtres des bâtiments d'un filtre photovoltaïque, genre vitre fumée, qui produit de l'électricité. Basés à Aix-en-Provence, les 77 salariés ont été fichus à la porte et luttent actuellement pour la survie du site et de l'activité. Procédé pas assez rentable immédiatement, a dit EDF, au mépris de l'effort de recherche et développement et de l'intérêt général. ■

Hug!

Le centre de communication de l'Ouest a invité le 23 novembre le dir' com national de Total et le délégué régional d'EDF pour «donner leur vision sur les questions de la transition énergétique». Déjà, on apprend qu'ils ont des visions. Sinon, c'est comme si on invitait les pédophiles pour parler de l'éveil de

la sexualité des z'enfants. Mais pour leur donner la réplique, on a trouvé un révolutionnaire local, membre du Medef et président de la CCI, Bruno Hug de Larauze, «initiateur de la 3^e révolution industrielle et agricole inspirée des thèses de J. Rifkin». La révolution est affaire d'inspiration. Quand ça expire, c'est pire. ■



Pyromanes pomplards

«Solutions COP21», petit marché d'optimisme prémâché et de greenwashing bien ouaché. La région Pays de la Loire a été la seule présente dans le club des partenaires fondateurs de ce haut lieu de l'enfumage, où se côtoient une kyrielle de multinationales, dont Engie, Carrefour, Ikea, Suez environnement, Avril (présidé par Xavier Beulin par ailleurs patron de la FNSEA), Michelin, Schneider Electric, Renault Nissan, L'Oréal... On retrouve aussi parmi les autres partenaires de Solutions COP21 des entreprises comme Veolia, Sanofi et Coca-Cola. Bruno Retailleau (surnommé re-Taïooo par les zadistes) maintiendra-t-il cet activisme? Le suspense est à son comble. ■



Tuerie

L'avion craint l'aviaire

Un moineau, un zingue et boum splash mayday mayday.

L'AVIATION civile appelle ça le «risque aviaire». L'oiseau, c'est l'ennemi de la sécurité du zingue. Il est prévu un «effarouchement sonore» (un portrait de Manuel Valls en bout de piste a été suggéré) et «l'utilisation de prédateurs comme les faucons» (sujet trop grave pour le laisser aux seuls politiciens). Des oiseaux contre les oiseaux, ça ne suffira pas: «Les services de sécurité aérienne ont recours à l'abattage des oiseaux survolant l'aéroport et présentant des risques potentiels en termes de sécurité». S'ils pouvaient avoir chopé le virus H2N2 avant, ça ferait une cause nationale. ■

Tu me prêtes tes pauvres ?

Plus de 10 000 HLM manquent à l'appel dans la métropole. Face à la détresse des communes hors-la-loi, on va diluer les quotas au niveau agglomératif.

EN voilà un tour de passe-passe ! Intégrer les patelins en sous quota de logement social dans une agglomération qui va compenser grâce à ses communes excédentaires. Soit « mu-tua-li-ser » à l'échelle agglomérée l'obligation faite à chaque bourgmestre d'accueillir sa part de pauvres. Sans doute une trouvaille de la droite décomplexée. Euh. Non. Cette proposition social-diffuse émane de Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente « socialiste » de la communauté urbaine*. La loi dite SRU impose de compter au moins 25 % de logements sociaux parmi les résidences principales. Cool, le législateur a cependant assoupli la règle en autorisant de comptabiliser l'excédent des uns pour compenser l'insuffisance des autres. Et puis, il y a déjà eu un précédent avec le PLH (Programme local de l'habitat) 2010-2016 : bonne fille, la ville de Nantes avait accepté d'assumer les déficits de Vertou et Saint-Sébastien avec l'aval discret du préfet. Un simple jeu d'écritures administratives a sauvé les apparences du document. Déjà, un cinquième des 24 communes de Nole-Métropantes passent à travers les mailles. Avec moins de 3 500 habitants, Brains, Mauves et Saint-Léger-Vignes sont réputées trop petites pour se voir forcées à accueillir la misère du monde. Beaucoup plus curieuses apparaissent les exemptions de Saint-



Aignan-de-Grand-Lieu, soumise au plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Château-Bougon, et d'Indre, sauvée par le plan de prévention des risques inondations de la Loire. En somme, ce serait trop de malheurs cumulés chez les mêmes.

Question : qu'est-ce qui motive Johanna, vieille roublarde politique qu'elle semble être déjà, à une telle magnanimité ? Tout est affaire d'affichage et de marketing territorial, obsession de nos élus du XXI^e siècle. Or l'image véhiculée à l'extérieur est celle de l'agglomération, pas de la ville. Un bluff plus que parfait donc pour celle qui se veut « sustainable city » en dépit de ses boulets : en 2012, le score de Vertou stagnait à 6,29 %, soit la bagatelle de 1 256 logements manquants, Bouaye à

7,26 %, Sautron à 8,98 % et Les Sorinières à 9,54 %. Trop bête alors que, fort du « surplus » des 8 200 logements à Nantes et Saint-Herblain (respectivement 25,1 % et 27 %), la métropole pouvait faire valoir un « excédent » communautaire d'environ 20 000 logements... Un an plus tard, en 2013, le nouveau « taux SRU », version loi Duflot, de l'agglomération sans Nantes et Saint-Herblain dépassait tout juste la barre des 14 %. Soit un déficit de 11 367 logements sociaux ! L'an prochain, les maires vont s'échanger leurs quotas de bourges. Mais faut pas se moquer des riches, on sait jamais ce qui peut nous arriver. ■

Renaud Blème

* Presse-Océan, 18 septembre 2015

Nif nef nouf

BNP, la banque qui verdouille

La banque prône l'économie du partage. Sur ses panneaux d'expo. Pas au comptoir.



UNE tronche un peu ringarde, très années soixante-dix, une moustache à la con. On dirait un rescapé d'une chanson de Renaud. Ce « Jacky 44 » n'existe pas. Même sous titré « quand l'ingéniosité collective change le monde », ce faux révolutionnaire changeur de monde est un attrape gogo. Jacky44 n'est pas un blase de cibiste ou de routier arborant son petit nom sur son camion. C'était juste le nom de code d'un événement, du 24 au 29 septembre derniers. « Un garage à ciel ouvert où se croiseront adeptes de la bidouille en tous genres. Au programme : tuning, bending, table ronde Innov & Connect, free market et micro-shop ». Texto. Ce garage « habité par des makers » bricolant pétrolettes et sérigraphie revendique les bienfaits du « faire mieux avec moins ». Cette pseudo animation

décroissante sous les Nefs était en fait une promo de banque : « Les collaborateurs de BNP Paribas Ouest ont joué les guides pour le public, les aidant à surfer entre les concepts de cocréation, de makers, d'économie du partage, d'économie circulaire, et d'économie inclusive. » Le tout saupoudré des mots magiques du moment : « ingéniosité collective », « l'usage, plutôt que la propriété ». Il suffit de braquer une succursale de la BNP et dire qu'on a un usage pressant de fric pour remplacer les menues contingences de patrimoine privé et de biens personnels des clients. Ça marchera certainement. Utilisant des assos locales comme faire-valoir, enrobant ça dans une com branchouille, la BNP Paribas (La banque d'un monde qui change) y a casé une grosse expo à sa gloire, pleine de photos bien propres vantant des potagers

urbains à Seattle, aidés par la BNP, un drone marin qui nettoie les océans, une plate-forme collaborative de design, la location de matériel aux agriculteurs argentins... Grâce à ces « portraits », la BNP soigne son image virginale, verte et tendance : « L'innovation est au cœur de BNP », « Acteur reconnu de l'économie inclusive, de entrepreneuriat social et du micro crédit », « Une nouvelle façon d'innover, ensemble et autrement ». N'en jetez plus.

Rien à voir avec le pedigree de BNP Paribas concocté par Les Amis de la terre et Oxfam France : une banque dotée de 214 filiales dans les paradis fiscaux et judiciaires (ce qui en fait la 1^{re} banque française), 56 milliards de crédit aux énergies fossiles (contre six aux renouvelables), des soutiens massifs à des projets destructeurs écologiquement et socialement (filiale nucléaire, développement du pétrole, gaz de schiste...), etc. Jackie 44 peut aller se rhabiller. À défaut d'un vrai Jacky, on a eu un Frankie pour présider au concours de pitches pour starteupeurs. L'inévitable sieur Frankie Trichet, l' élu au numérique, paradant avec le directeur régional de la BNP, on ne savait pas qui servait de faire valoir à l'autre... ■

Clark Banquébeule

Start à la crème

Je starte, tu tech, il verticalise

Le Grand con sans trait rode au centre communicatif de l'Ouest.

LA franchetèque, alias French Tech en sabir angloïde, toutes les villes courent après. Nantes comme Lille, Lyon, Angers, Rennes (mais pas Saint-Michel Chef-Chef pourtant doublement désignée pour être leader-leader). Avoir l'air à l'avant garde du numérique est indispensable. Un événement intitulé « Le grand concentré de l'économie numérique » a fait le tour de la question au Centre de communication de l'Ouest le 21 septembre. Le terme concentré ? toujours risqué (on n'est pas toujours bien centré). On y a appris qu'attention, la French Tech, c'est plus large que le numérique, faut mettre les starteupe dans le paquet. Ces start-up (faut mettre un S ?) naissantes ont fait un battle pour se classer et vanter leurs mérites, heureusement avec

assez de sous-classement pour que chacun des invités y trouve son compte. À Rennes, ils ont une équipe « commando ». Un gusse a raconté que « l'idée de verticalisation des territoires est implacable » pour « entrer dans le radar de Paris » (et une chance, personne ne s'est fait flasher). Comme c'était la célébration du label french, on a cocoricoté. Un doigt sur le hashtag du jour, tout le monde avait le mot « écosystème » à la bouche, cluster un peu moins. Le général yankee, George Armstrong Custer, affecté par une malencontreuse faute de frappe, a beaucoup fait pour l'éradication des écosystèmes cheyennes et les fautes de frappe terrestres, assez peu pour l'attractivité de Nantes métropole. Il lui manquait une lettre. Sans doute une lettre de mission. ■

Pitche ton marketing

LE cluster du Quartier de la création a fêté la « créativité santé » le 6 novembre, démarrant par un pitch (mot d'introduction aurait été trop ringard), enquillant par cinq « workshops créatifs » (pas d'atelier, ça salit les mains), menés par des designers (c'est quoi, des designers de workshops ?) pour « pour challenger des projets d'innovation » en se maquant avec Engie (GDF Suez jusqu'en avril dernier) présentant la camelote de sa filiale Cofely Ineo digital, des terminaux d'ordi pendus à des potences de lit d'hôpital. Et un hosto, il s'en prépare justement un, tiens, et à deux pas de cette réunion de tchalendges proactifs accélérateurs d'innovation... Le Quartier de la création ferait donc marchepied aux multinationales ? Meuh non, c'est juste un temps de clusteurisation du pitch.

Mister Cookie augmenté

Pouvoir de tchat'

Pépité qui s'pique d'high tech, iAdvize cultive le « bien-être » qui marche au pas.

LES « entreprises qui cultivent le bien-être au travail »* ça passe par des cadres que la boîte a « envoyés se former à l'école militaire de Saint-Cyr Coëtquidan : "Ils apprennent à devenir des leaders, à gouverner et faire grandir les équipes" ». Et à flinguer sans état d'âme la concurrence voire à traduire en cour martiale un mauvais soldat de la boîte ? Outre l'armée, le modèle puise dans le sport et les jeux télé : « Notre responsable nous dirige comme une équipe de foot » et « le bien-être se conjugue évidemment avec performance. À chaque nouveau client, un gong retentit et le meilleur vendeur du mois est assis sur un fauteuil en forme de coquille verte »*. Ajoutez barbecue en terrasse, vue sur la Loire, salle de réunion « entièrement recouverte de tableau noir et équipée de craies pour favoriser la créativité »**... « Le nouvel arrivant est accueilli par un petit déjeuner », et : « Chaque mois, trois collaborateurs sont tirés au sort pour découvrir et noter un restaurant nantais »***. Ça se passe chez iAdvize, starteupe nantaise en vue, créé en 2010, aidée par le fonds de capital risque Kima Ventures de Xavier Niel le patron de Free, puis par Alven Capital. Son créneau : le pistage de visiteur des sites internet commerciaux, via un « moteur de ciblage comportemental » qui « détecte les visiteurs à valeur ajoutée qui ont besoin d'une assistance » et « les visiteurs en situation critique d'abandon », bref s'il zappe ailleurs. Solution : coller à ce fuyard de l'achat un assistant par tchat', genre VRP qui baratine en mettant le pied



dans la porte. iAdvize espionne la navigation des visiteurs des sites, et grâce à « de nombreuses fonctionnalités », dit au gestionnaire des sites comment réagir fissa pour « inciter vos visiteurs à l'action ». Ses clients : BNP Paribas, Alstom, la région Île-de-France, Darty, Fnac, Air France, SnCF. Les logos sont encadrés sous verre bien alignés dans le hall.

Début mai, iAdvize a bouffé une autre starteupe nantaise, Bringr, qui offre aux entreprises « la capacité d'écouter les bonnes discussions sur les réseaux sociaux, de détecter et cibler leurs futurs clients pour les engager, de répondre à leurs attentes – peu importe où elles sont formulées – et d'améliorer leurs performances en matière de ventes et de satisfaction ». Les « engager » c'est les faire consommer ou, en jargon du boss, revenir à « la problématique transactionnelle ». C'est ça, les « pépites » de l'activité économique de Nantes. Des années après les baleiniers, voilà le retour des harponneurs. ■

Théo Jouvetro

* Ouest-France, 6 mai 2015.

** 20 minutes, 17 mars 2015.

*** Le Figaro, 20 mars 2015.

LATULULULU?

Un cadeau bien inspiré

Ouest-France, le 27 mai 2015

Réunion publique dans le quartier Hauts-Pavés. Ça cause air pollué. Johanna Rolland rassure, c'est bien pire à Paris. Lot de consolation : « En cas de pic de pollution, le ticket de transport en commun sera valable une journée entière. ». Si l'air devient irrespirable, passez la journée en apnée, serrés comme des sardines en bus ou en tram. Mieux vaut sentir la sueur en mourant étouffé que l'air de dehors saturé de particules fines*.

* La particule fine est un genre d'orgie, jadis nommée partie de cul, désormais servie avec finesse.

Théologie du genre

Ouest-France, le 28 mai 2015

Comment un journal catho en est-il arrivé là ? Éloignez les enfants et jugez-en : « *En femelles, demande suivie pour les animaux bien conformés... Vente calme et tarifs peu élevés dans la grande majorité des femelles ordinaires.* » La traite des blanches, crûment commentée. Des êtres féminins rabaissés au rang d'animal, vendus comme du bétail... Et que ce soit publié dans la rubrique agricole n'y change rien.

Merde à pied

Ouest-France, le 17 février 2015

Sur trois colonnes, le récit est palpitant. Huit canassons se sont fait la belle, échappés d'une pension à dadas, et ont « *envahi un jardin* » qu'était pas chez eux. Arrive la fille de la proprio de la maison au jardin squatté : « *La première chose qu'elle a faite, en sortant de sa voiture, c'est de mettre le pied dans du crottin. Elle s'est alors douté que quelque chose s'était passé.* ». Et impossible de savoir si le doute profite au pied droit ou au gauche. L'enquête piétine.

Stagiaire recalé en poésie

20 minutes, 10 décembre 2014

Happy Cash braqué à la hache. Les malfrats ont le sens de la rime. Mais les braqueurs avaient aussi « un fusil à pompe et une arme de poing. » Sinon, pas de bobo : « *Aucun des six employés, alors en pause déjeuner, n'a été blessé mais l'un des stagiaires n'est pas revenu au magasin le lendemain.* » Ces stagiaires, incapables de gérer le stress et les entorses à la rime riche.

Mémé connectée

20 minutes, le 4 juin 2015

Avant, on attachait sa grand-mère à un poteau sur une aire d'autoroute. Maintenant, c'est mieux, on la retrouve grâce à son traçage numérique. Ca marche aussi pour le chat ou le gniard sur le chemin de l'école. Flicage ? « Comme les parents se sentent rassurés, le dispositif offre finalement plus d'autonomie aux enfants », répond une responsable marketing du gadget, lors du festival Web2day présentant ces incontournables « objets connectés » que demain c'est déjà maintenant avec. Un conseil à mémé : vire les piles et tire-toi en douce.



Lalaitou

Le cul sauvera le tourisme

Loire-Inférieure si sexy nach Berlin !

Aïe aïe aïe ! Fin août, révélation, la marque «OH LA LA» * sensée vendre la tourisme en Loire-Inférieure, risque de se faire tailler des croupières par une application de rencontres porno allemande qui a pris le même nom*. À l'époque de la création en nos contrées de ce nom génialissime, «Oh la la» était déjà le nom d'une radio à Amsterdam et d'une agence de prod' audiovisuelle nantaise. Et le même nom avait déjà servi pour vanter et vendre des bagnoles françaises en Angleterre et des tracteurs Renault en Arabie Saoudite. Une simple recherche sur internet montre aujourd'hui que ce nom qui veut pas dire grand chose est donc cette application berlinoise qui permet de commander une prostituée comme une pizza,

mais aussi : un café végétarien dans la même ville de Berlin ; un programme de rafting dans les Pyrénées ; un thé noir parfumé vin chaud épices ; une gamme de papiers peints, tissus, stickers, frises ; un boui-boui espagnol à La Pineda sur la Costa Dorada ; une marque de bijoux fantaisie ; un livre pour enfants chez Gallimard Jeunesse ; un groupe de rock de Reims ; un expresso sud-américain 100 % arabica... Bon on arrête, on y passerait la journée. Précision : aucun raton laveur ne s'appelle pour l'instant Oh la la.

* Presse-Océan, 26 août 2015.

** Petit rappel de la genèse de cette géniale idée de communication mirifique et Loire-atlantiquité : « Welcome in Oh-la-la-land », La Lettre à Lulu n°64, avril 2009

Raclures

Et mon cul, c'est du poulet ?

La marque Gastronome, siège à Ancenis, jugé pour tromperie sur la boustifaille (Ouest-France, 16/10) a été relaxée le 10 décembre. La Répression des fraudes lui reprochait 120 000 euros d'économie sur des nuggets de poulet (marques Gastronome, Douce France et Ovalys) n'indiquant pas que c'était de la VSM, alias « Viande séparée mécaniquement », mixture de bidoche grattée sur les os, avec parfois des bouts de cartilage, des fragments d'os et de plume broyés. Le tout maquillé sous l'appellation légale « viande gros grain ». Selon l'avocat du volailler gratteur de carcasses, la tromperie est minime, puisque « moins de 5 % des consommateurs regardent l'étiquette ». L'enfumage permanent crée un vrai écran de vapeurs boucanées. À quand des poulets dotés d'un extracteur de fumée individualisé ?

Économie cyclolaire

Pépette au casque

Effet de casque pour com de prestige locale.

Comment a-t-on pu vivre sans ce casque de cycliste premium, fait main, « de très haut de gamme, voire de luxe » ? Le siège social de la boîte est à Nantes, c'est bon pour attraper des aides, mais les bureaux sont à Paris. La province, ça fait plouc. Les photos promotionnelles ont été prises à Paname et le nom du site internet c'est « egide-paris.com ». Egide ? « plus qu'une marque, un talisman ». Nantes et sa creative factory ont fourni « l'accompagnement personnalisé », séances de coaching, assistance pour ficeler son business plan. Nantes se vante quand même d'être la

première et seule ville au monde où se conçoit ce casque avec « jugulaire de très haute précision, et aimantée », summum de « sophistication suprême » et même « conçu pour transfigurer l'objet quotidien en heaume chevaleresque ». Le protège caboche vaut la bagatelle de 249 euros, cuir pleine peau français assemblé en Italie, fibre de lin de la west coast française ou kevlar (apatride, y a pas d'indication d'origine contrôlée), mais avec vernis anti rayures et traitement anti-UV (faudrait pas que le casque chope un coup de soleil). Parle à ma tête, mon cul est ruiné.

Zonzon

L'ombre qui tue

Dans les prisons de Nantes, y'avait des suicidés, y'avait des suicidés, ohé ohé.

Vivre à l'ombre, c'est mourir. Détenue depuis septembre 2013 à la maison d'arrêt de Nantes, en attente d'un procès, une femme de 36 ans s'est donné la mort le 17 août dernier. Elle était selon la loi présumée innocente et en détention provisoire, comme plus d'un détenu sur quatre. C'est le troisième suicide en quinze jours. En février dernier, le Genepi, association étudiante de visite et soutien scolaire aux détenus, sonnait déjà l'alarme, pointant que depuis l'ouverture en juin 2012 de la maison d'arrêt, dix personnes détenues se sont donné la mort, dont trois en l'espace de douze jours, en janvier 2015. La plupart pendues dans leur cellule. Depuis, il a fallu décrocher un autre mort, le 15 novembre. L'Agence France Presse n'a retenu que neuf suicidés dans cet établissement depuis l'ouverture. On en serait plutôt à quatorze...

Depuis cinquante ans, le taux de suicide augmente en milieu carcéral en France métropolitaine,

passant de quatre suicides pour 10 000 détenus en 1960, à 20 en 2006 (rapport de l'Ined, Institut national d'études démographiques, décembre 2009). Deux fois plus que la moyenne européenne.

Estimant que « la prison doit être une sanction en dernier recours », les responsables du Conseil de l'Europe ont prôné « l'extension rapide des peines alternatives : la probation, les services à la collectivité, l'usage du bracelet électronique, l'assignation à domicile sous surveillance, etc. » (Le Monde 04/29/2014). Et alors quoi ? « L'administration pénitentiaire poursuit sa politique volontariste de prévention du suicide en détention mise en place dès 1967 », dit le site du ministère de la Justice (12/06/2014) qui se vante de son « grand plan national d'actions de prévention du suicide des personnes détenues » en 2009 et de sa « mission de prévention et de lutte contre le suicide » en 2010, chargée de piloter le dispositif de prévention du suicide en milieu carcéral. Une grande réussite à ce qu'on constate.



Pécule de basse fosse

Les détenus en maison d'arrêt peuvent marnier. À pas cher : 4,32 euros de l'heure, dit « seuil minimum de rémunération »*, mais petit bonheur sélectif, le seuil est franchissable : « Certains gagnent un peu plus en fonction de leur productivité. » (Courrier du pays de Retz, 27/06) Un peu plus ? 4,36 de l'heure, mais le directeur de la taule a le sens de l'humour : « nourris logés », ajoute-t-il.

* Moins de la moitié du smic, qui est à 9,61 de l'heure.

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Toma Gochi, Fred Crayon, IOO, Pich, Don Pedro de Las Vegas, Bertrand Latouche, Irresponsab Studio, MCmarco, Quentin Faucompré, Jules de Chez Smith, Anne Honnimousse, Sophie Nasri, Pascale Hibrage, Hurlu Beurlu, Nicolas de La Casinière.

Directeur de publication : Nicolas de la Casinière.

N°ISSN : 1270-4911 - N°CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur
www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : La Lutte à Leuleu
Adresse : 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
..... ligne via notre site (ci-
email : dessus) et via Paypal.